

Bulletin d'Information sur le Marché du Travail

N° 01 - Décembre 2013

Table des matières

Table des matières	1
Liste des tableaux	2
Liste des graphiques.....	4
Sigles et Acronymes.....	5
AVANT-PROPOS.....	7
Résumé exécutif	8
Méthodologie	11
CHAPITRE I : Offres et demandes d'emploi	13
I-1 Les demandes d'emploi enregistrées.....	14
I-2 Offres d'emploi enregistrées et placements effectués.....	17
CHAPITRE II : Politiques actives du marché du travail	20
II-1 PROVONAT.....	21
II-2 Programme AIDE.....	25
CHAPITRE III : Marché du travail et formation	27
III-1 Alphabétisation et renforcement des capacités.....	28
III-2 Enseignement Technique et Formation Professionnelle	31
III-3 Enseignement supérieur	32
CHAPITRE IV : Sécurité sociale.....	35
IV-1 Assurance maladie des travailleurs	36
IV-2 Inspection du travail	38
IV-3 Affiliation aux centrales syndicales.....	40
IV-4 Affiliation aux organisations patronales	41
IV-5 Fonction publique.....	43
CHAPITRE V : Indicateurs socio-économiques	44
V-1 Prix Moyens des Produits de première nécessité.....	45
V-2 L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)	46
V-3 Inflation.....	47
V-4 Projets agricoles.....	48
V-5 Création d'entreprises	48
ANNEXES	51

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des demandeurs d'emploi enregistrés selon l'âge et le sexe de janvier à juin 2012	15
Tableau 2 : Demandes d'emploi enregistrées selon l'expérience professionnelle et par sexe de janvier à juin 2012	16
Tableau 3 : Offres d'emploi enregistrées selon la qualification socioprofessionnelle de janvier à juin 2012	18
Tableau 4 : Répartition des offres d'emploi enregistrées selon le niveau d'instruction de janvier à juin 2012	18
Tableau 5 : Répartition des salariés formés au cours de l'année 2011 selon le secteur institutionnel par sexe	30
Tableau 6 : Répartition des établissements de l'ETFP pour l'année scolaire 2011-2012	31
Tableau 7 : Répartition des élèves en classe d'examen au cours de l'année scolaire 2011-2012.....	32
Tableau 8 : Répartition des effectifs des syndicats affiliés selon le sexe du chef d'entreprises	41
Tableau 9 : Répartition du personnel de la fonction publique en juin 2012 par catégorie et selon le sexe	43
Tableau 10 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon l'âge et par sexe de janvier à juin 2012.....	52
Tableau 11 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon le niveau d'instruction et par sexe de janvier à juin 2012	52
Tableau 12 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon le statut du demandeur et par sexe de janvier à juin 2012	52
Tableau 13 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon l'expérience professionnelle et par sexe de janvier à juin 2012	52
Tableau 14 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon le type d'emploi souhaité et par sexe de janvier à juin 2012	53
Tableau 15 : Offres d'emploi enregistrées selon la famille de métier de janvier à juin 2012	53
Tableau 16 : Offres d'emploi enregistrées selon la qualification socioprofessionnelle de janvier à juin 2012	53
Tableau 17 : Offres d'emploi enregistrées selon le niveau d'instruction exigé de janvier à juin 2012	54
Tableau 18 : Offres d'emploi enregistrées selon la branche d'activités de l'entreprise de janvier à juin 2012	54
Tableau 19 : Répartition de candidatures enregistrées de janvier à juin 2012 selon la région et par sexe	55
Tableau 20 : Répartition de candidatures enregistrées de janvier à juin 2012 selon le groupe d'âge et par sexe	55
Tableau 21 : Répartition de candidatures enregistrées de janvier à juin 2012 selon le niveau d'instruction et par sexe	55
Tableau 22 : Répartition des offres de volontaires suivant la région de provenance.....	56
Tableau 23 : Répartition des postes de volontaire selon le niveau d'instruction souhaité par les structures d'accueil	56
Tableau 24 : Répartition des volontaires nationaux de janvier à juin 2012 selon la région d'affectation et par sexe.....	56
Tableau 25 : Répartition des volontaires nationaux de janvier à juin 2012 selon le niveau d'instruction et par sexe.....	57

Tableau 26 : Répartition des candidatures enregistrées au programme AIDE selon le sexe.....	57
Tableau 27 : Répartition des candidats au programme AIDE selon l'âge	57
Tableau 28 : Répartition de candidats déployés selon le secteur d'activité par sexe.....	57
Tableau 29 : Répartition de candidats déployés selon le niveau d'instruction et par sexe.....	58
Tableau 30 : Répartition des adultes alphabétisés selon le sexe et par région en 2009,2010 et 2011	58
Tableau 31 : Répartition des salariés formés selon le secteur institutionnel au cours des 4 semaines précédentes par sexe	58
Tableau 32 : Elèves inscrits dans l'enseignement technique et professionnel pour l'année scolaire 2011-2012	59
Tableau 33 : Etudiants inscrits par département à l'Université de Lomé en 2011	59
Tableau 34 : Professeurs enseignants de l'Université de Lomé par grade académique.....	60
Tableau 35 : Nombre de contrats de travail d'expatriés visés de janvier à juin 2012 selon la zone de provenance	60
Tableau 36: Nombre d'inspecteurs du travail enregistrés, nombre de médecins du travail enregistrés à la date du 30 juin 2012 selon la région	60
Tableau 37 : Répartition des entreprises affiliées au patronat selon le sexe du chef d'entreprise.....	61
Tableau 38 : Répartition des entreprises affiliées au patronat selon la forme juridique	61
Tableau 39 : Répartition des entreprises affiliées au patronat par branche d'activité.....	61
Tableau 40 : Les produits de première nécessité et leurs prix moyens de janvier à juin 2012.....	62
Tableau 41 : Répartition des entreprises créées selon le sexe du promoteur et par personnalité de l'entreprise.....	62
Tableau 42 : Répartition des entreprises créées selon la forme juridique et par région de résidence du siège de l'entreprise	63
Tableau 43 : Répartition des entreprises créées selon la nationalité du promoteur et par la forme juridique	63
Tableau 44 : Répartition des entreprises créées selon le groupe d'âge du promoteur	63

Liste des graphiques

Graphique 1 : Répartition du nombre des DE par sexe.....	14
Graphique 2 : Répartition des DE par sexe et par niveau d'instruction	15
Graphique 3 : Répartition des DE selon leur statut par rapport à l'emploi à l'enregistrement.....	16
Graphique 4 : Répartition des DE ayant travaillé et ne travaillant plus	17
Graphique 5 : Répartition des candidats au poste de volontariat selon le diplôme.....	22
Graphique 6 : Répartition des offres suivant la région de provenance	23
Graphique 7 : Répartition des postes de volontaire selon le niveau d'instruction	23
Graphique 8 : Répartition des volontaires nationaux selon la région d'affectation	24
Graphique 9 : Répartition des volontaires nationaux affectés selon le niveau d'instruction.....	24
Graphique 10 : Répartition des candidatures enregistrées selon le sexe	25
Graphique 11 : Répartition de candidats déployés selon le niveau d'instruction	26
Graphique 12 : Effectif cumulé de 2009, 2010, 2011 des adultes alphabétisés réparti selon le sexe ...	29
Graphique 13 : Répartition des bénéficiaires du financement du FNAFPP par secteur institutionnel ..	30
Graphique 14 : Répartition des élèves inscrits par région dans l'ETFP pour l'année 2011/2012	31
Graphique 15 : Répartition des élèves inscrits en classe d'examen final au cours de l'année scolaire et ceux ayant réussi l'examen	32
Graphique 16 : Répartition des étudiants inscrits par département en 2011	33
Graphique 17 : Répartition des professeurs selon leur grade académique en 2011	33
Graphique 18 : Répartition des professeurs par grade académique selon le sexe.....	34
Graphique 19 : Répartition des fonctionnaires inscrits à l'INAM par région selon le sexe à la date du 31 décembre 2011	37
Graphique 20 : Répartition des fonctionnaires inscrits à l'INAM de janvier à juin 2012.....	37
Graphique 21 : Répartition des retraités inscrits à l'INAM à la date du 31 décembre 2011	38
Graphique 22 : Répartition des retraités inscrits à l'INAM de janvier à juin 2012	38
Graphique 23 : Répartition des inspecteurs du travail par région à la date du 31 décembre 2012	39
Graphique 24 : Répartition du nombre de contrats d'expatriés visés selon la région de provenance de janvier à juin 2012	40
Graphique 25 : Répartition des entreprises des regroupements patronaux selon le sexe du chef de l'entreprise.....	41
Graphique 26 : Répartition des entreprises affiliées au patronat selon la forme juridique.....	42
Graphique 27 : Proportion des entreprises affiliées par branches d'activité	42
Graphique 28 : Evolution des prix de certains produits de janvier à juin 2012.....	46
Graphique 29 : Indice mensuel des prix à la consommation de janvier à juin 2012.....	47
Graphique 30 : Taux d'inflation mensuel de janvier à juin 2012	47
Graphique 31 : Répartition des entreprises créées selon le groupe d'âge du promoteur	49
Graphique 32 : Répartition des entreprises créées au premier semestre 2012 par région	50
Graphique 33 : Répartition des entreprises créées selon la nationalité du promoteur	50

Sigles et Acronymes

AIDE : Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche

ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi

BAC: Baccalauréat

BEP: Brevet d'Etudes Professionnel

BIMT: Bulletin d'Information sur le Marché du travail

BT: Brevet de Technicien

BTS: Brevet de Technicien Supérieur

CAP: Certificat d'Apprentissage Professionnel

CEDEAO: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CFE : Centre de Formalité des Entreprises

CGCT :Confédération Générale des Cadres du Togo

CIC : Centre d'Informatique et de Calcul

CNTT :Confédération Nationale des Travailleurs du Togo

CSTT :Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo

DACE : Département d'Appui à la Création d'Emploi

DE : Demandeur d'Emploi

DEA : Diplôme d'Etude Approfondie

DESS : Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées

DGT : Direction Générale du Travail

DOE : Département de l'Observatoire de l'Emploi

DUT : Diplôme Universitaire de Technologie

ENSI : Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs

ESA : Ecole Supérieure d'Administration

ETFP : Enseignement Technique et Formation Professionnelle

FASEG : Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

FCFA : Franc de la Communauté Financière de l'Afrique

FDD : Faculté Des Droits

FLESH : Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

FNAFPP : Fonds National d'Apprentissage de Formation Professionnelle et de Perfectionnement

GSA : Groupe des Syndicats Autonomes

IHPC : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

INAM : Institut National d'Assurance Maladie

IPC : Indice des Prix à la Consommation

MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche

MDBAJEJ : Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

MEPSA : Ministère de l'Enseignement Primaire, du Secondaire et de l'Alphabétisation

METFP : Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

MT : Marché du Travail

MTESS : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale

PERREM : Programme Entrepreneurial pour le Renforcement de capacités en Reliure de Manuels

PNE : Politique Nationale de l'Emploi

PROVONAT : Programme de Volontariat National du Togo

SCAPE : Stratégie de Croissance Accélérée et de la Promotion de l'Emploi

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UGSL : Union Générale des Syndicats Libres

UNSIT : Union Nationale des Syndicats Indépendants du Togo

AVANT-PROPOS

Le Bulletin d'information sur le marché du travail de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), sous la conduite du Département de l'Observatoire de l'Emploi (DOE), est élaboré à partir des informations provenant des structures productrices des données sur le Marché du Travail (MT). Il regroupe un ensemble de statistiques essentielles qui concourent à une meilleure connaissance du marché du travail au Togo.

L'édition du bulletin est périodique et repose sur la fourniture, par chacune des structures concernées, des données sur l'emploi. Ces informations sont harmonisées, agrégées, corrigées avant d'être analysées puis validées par les structures productrices de ces données.

Ce premier numéro couvre principalement les informations du premier semestre de l'année 2012.

Tout utilisateur pourra obtenir davantage d'informations ou de renseignements sur les données statistiques du présent Bulletin semestriel, en prenant attache avec le DOE. Les informations contenues dans ce bulletin sont également disponibles sur le site Web de l'ANPE : www.anpetogo.org.

Le DOE accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'améliorer la qualité et la présentation des informations contenues dans la présente publication.

Nos remerciements vont à toutes les structures qui, de près ou de loin, ont œuvré pour la réalisation de ce premier bulletin semestriel sans oublier l'équipe de l'ANPE qui a piloté son élaboration.

Le Directeur de publication

Résumé exécutif

Dans l'urgence de faire de l'emploi un facteur clé de lutte contre la pauvreté, le Togo a initié des actions en vue de réduire le chômage et le sous-emploi. Il s'agit entre autres, de la création de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), de l'élaboration de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) et de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE).

Le Bulletin d'Informations sur le Marché du Travail (BIMT) vient appuyer les initiatives de promotion de l'emploi en aidant à l'orientation des actions et des mesures en faveur de l'emploi au Togo. Le présent BIMT est à sa 1^{ère} édition et couvre le 1^{er} semestre 2012. Il retrace les informations relatives à la demande et à l'offre de l'emploi, à la formation et à la sécurité du travail.

L'analyse de la demande d'emploi montre que 3 341 demandeurs d'emploi (DE) dont 813 femmes se sont adressés à l'ANPE et 1 765 dont 510 femmes aux bureaux privés de placement. Les jeunes enregistrés sont majoritairement de la tranche d'âge 20 - 39 ans (96,6% pour les bureaux de placement et 93,0% pour l'ANPE).

Concernant les offres enregistrées, l'ANPE a reçu 283 et les bureaux privés de placement 22. Toutes les offres enregistrées ont été satisfaites.

Abordant les politiques actives du marché du travail, on note qu'au cours du 1^{er} semestre 2012, le PROVONAT a enregistré 2 147 candidatures au volontariat dont 754 femmes et 3 567 offres de la part des employeurs. Au cours de la période, 877 offres ont été satisfaites, ce qui représente 40,8% des candidatures enregistrées. Le programme AIDE a, quant à lui, enregistré 13 415 demandes dont 3 094 femmes et a reçu 1 067 offres qui ont été totalement satisfaites.

Afin d'assurer l'adéquation formation-emploi, les politiques d'alphabétisation et de renforcement de capacités ont été menées en appui à la formation technique et universitaire. Le programme d'alphabétisation a pris en compte 8 941 adultes entre 2009 et 2010 puis 9 639 (79,5% de femmes) en 2011. Les programmes de renforcement de capacités ont été menés par le Département d'Appui à la Création d'Emploi (DACE) en faveur de 33 porteurs de projet et le Fonds National d'Apprentissage, de Formation Professionnelle et de Perfectionnement (FNAFPP) au profit de 1 117 travailleurs.

L'enseignement technique et la formation professionnelle a encadré 37 271 élèves dans 174 établissements au cours de l'année scolaire 2011-2012 avec un taux de réussite aux examens finaux de 51,7%. Pour l'enseignement supérieur, 14 départements au niveau de l'UL ont accueilli 44 049 étudiants (25,0% de femmes) en 2011 avec la majorité dans les trois facultés réunies (FLESH, FASEG et FDD) soit 77,6% des étudiants.

Pour les questions de sécurité sociale, l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) a enregistré 16 857 nouvelles inscriptions de fonctionnaires en activité dont 17,3% de femmes au 1^{er} semestre 2012. Le pays a compté au total 59 inspecteurs de travail dont 20,3% de femmes sur la période. Les contrats des nationaux visés, au nombre de 839 (466 CDD et 373 CDI) ont été enregistrés à Lomé.

De l'analyse des indicateurs socio-économiques de base, il ressort que les prix moyens des produits de première nécessité (haricots rouge et blanc, tomate fraîche, tubercule d'igname) ont évolué à la hausse alors que le taux d'inflation est passé de 3,3% en janvier à 2,5% en juin.

Les actions en vue de la réduction du chômage ont permis de créer des emplois principalement pour les jeunes. Toutefois des efforts doivent continuer pour faire face au nombre sans cesse croissant de demandeurs d'emploi.

L'emploi est un facteur déterminant pour la lutte contre la pauvreté. Il constitue au cours de ces dernières années, une priorité pour les pays en développement en général et en particulier pour ceux de l'Afrique. Des engagements ont été pris par les chefs d'Etat et de Gouvernements africains à des différents sommets, notamment, ceux de Ouagadougou en 2004 et de Malabo en 2011, pour promouvoir l'emploi et lutter contre la pauvreté.

Au Togo, la volonté politique de promouvoir l'emploi s'est manifestée à travers, l'élaboration de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) et de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE), l'opérationnalisation de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) et la mise en place du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), entre autres.

Il s'avère indispensable de rendre compte de la dynamique du MT pour mieux orienter les actions et les mesures permettant de développer l'emploi. A cet effet, l'ANPE, à travers son Département de l'Observatoire de l'Emploi, initie des enquêtes (collecte des données) pour informer et améliorer la connaissance des caractéristiques et de l'évolution du MT. C'est dans cette optique que s'inscrit la rédaction de ce bulletin d'informations sur le MT.

Cinq chapitres font l'objet de ce premier numéro du bulletin d'informations sur le MT qui couvre principalement la période allant de janvier à juin 2012 :

- ✚ CHAPITRE I : Offres et demandes d'emploi ;
- ✚ CHAPITRE II : Politiques actives du marché de travail ;
- ✚ CHAPITRE III : Marché du travail et formation ;
- ✚ CHAPITRE IV : Sécurité sociale ;
- ✚ CHAPITRE V : Indicateurs socio-économiques.

Méthodologie

L'élaboration de ce Bulletin d'Informations sur le Marché du Travail (BIMT) couvrant le premier semestre 2012 a nécessité un certain nombre de travaux menés par le DOE. La quintessence de la méthodologie adoptée est présentée dans les lignes suivantes :

- ✓ Définition des indicateurs à renseigner ;
- ✓ Elaboration des outils et collectes des données ;
- ✓ Traitement, analyse et rédaction du bulletin.

1- Définition des indicateurs à renseigner et les structures productrices des données

La définition des indicateurs à renseigner a constitué le point de départ de l'élaboration du bulletin. Un certain nombre d'indicateurs ont été retenus à partir des besoins en informations exprimés par les utilisateurs des données statistiques du MT, contenus dans l'étude diagnostique du système d'informations sur le MT validé le 17 septembre 2012. Les structures productrices des données permettant le calcul de ces indicateurs ont été par la suite identifiées. Les structures productrices de données retenues par l'étude diagnostique du système d'informations sur le MT auxquelles sont ajoutées les structures productrices des informations sur l'éducation et la formation.

2- Elaboration des outils et collecte de données

Une fois l'étape de la définition des indicateurs franchie, des fiches de collecte spécifiques ont été élaborées et envoyées à toutes les structures identifiées et retenues.

La collecte de données prévue pour un mois, a débuté en novembre 2012 et a pris fin en mars 2013, soit une durée de cinq (5) mois. Ce retard dans la collecte se justifie par la réticence des structures à fournir les informations requises. Il est à signaler que certaines structures ont totalement refusé de renseigner les fiches de collecte.

Des maquettes ont été élaborées pour saisir les données collectées. Pour ce faire, les logiciels Excel et EPI data ont été utilisés.

3- Traitement, analyse et rédaction du bulletin

Les bases de données constituées ont été ensuite mises sous le format SPSS ou Excel pour leur exploitation. La vérification et la correction des incohérences et omissions ont été faites en se référant aux fiches de collecte ou en interpellant directement les structures concernées.

L'analyse et la rédaction du rapport ont été faites par l'équipe du DOE sous la supervision du Directeur Général de l'ANPE. Le draft du bulletin a été envoyé aux différentes structures de production de données sur le MT pour lecture et amendement.

CHAPITRE I : Offres et demandes d'emploi

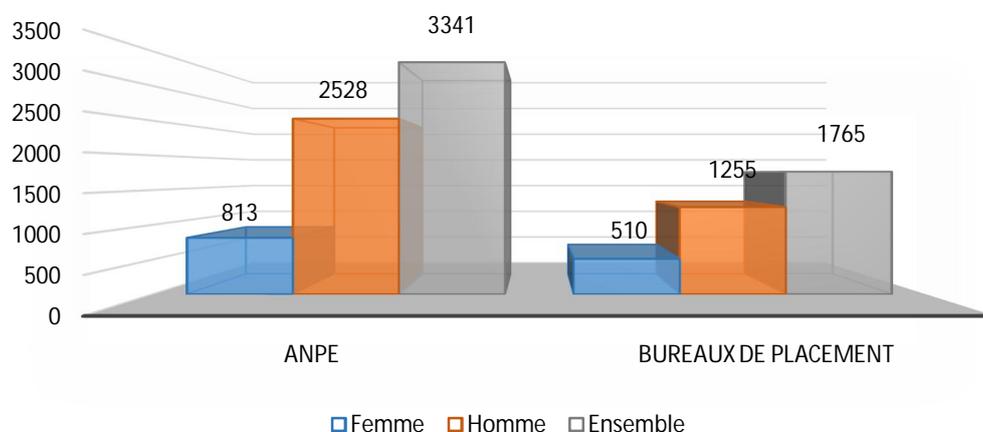
Les offres et les demandes d'emploi présentées dans ce bulletin sont celles enregistrées par l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) et les bureaux privés de placements. Pour ce premier numéro, seulement trois bureaux privés de placement¹ sur une dizaine ont renseigné ces informations.

I-1 Les demandes d'emploi enregistrées

Les demandes d'emploi sont quantifiées à travers le nombre de Demandeurs d'Emploi (DE) enregistrés. Au cours du premier semestre 2012, au total, 3 341 demandeurs d'emploi dont 813 femmes ont été enregistrés à l'ANPE. Dans les bureaux privés de placement considérés, le nombre de DE enregistrés a été de 1 765 dont 510 femmes.

Les femmes représentent ainsi, une faible proportion des demandeurs d'emploi enregistrés (24,3% à l'ANPE et 28,9% dans les bureaux de placement).

Graphique 1 : Répartition du nombre des DE par sexe



Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **Age des DE**

Les DE enregistrés ont en majorité un âge variant entre 20 et 39 ans. On relève 96,6% des DE enregistrés auprès des bureaux de placements et 93,0% au niveau de l'ANPE appartenant à cette tranche d'âge. Les jeunes de la tranche 25-29 ans constituent la proportion la plus élevée des DE enregistrés au cours du premier semestre 2012.

¹Lucrétif, Kapiconsult, Conseils réunis

Tableau 1 : Répartition des demandeurs d'emploi enregistrés selon l'âge et le sexe de janvier à juin 2012

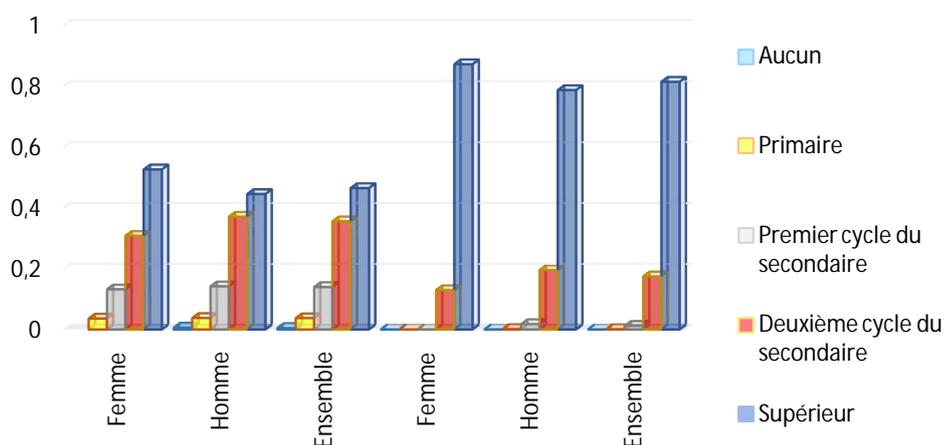
Tranche d'âge	ANPE			Bureaux de placement		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
15 à 19 ans	2,1%	1,3%	1,5%	0,0%	0,1%	0,1%
20 à 24 ans	35,4%	23,9%	26,7%	2,9%	5,6%	4,9%
25 à 29 ans	40,6%	41,1%	40,9%	84,4%	59,9%	67,0%
30 à 39 ans	20,0%	27,1%	25,4%	11,8%	30,0%	24,8%
40 à 60 ans	1,8%	6,6%	5,4%	0,8%	4,4%	3,3%
61 et plus		0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **Niveau d'instruction des DE**

Les DE ont, en grande partie, un niveau d'instruction supérieur ou égal au second cycle de l'enseignement secondaire (81,9% observés au niveau de l'ANPE et 98,7% auprès des bureaux de placement). Dans les bureaux de placement, les DE de niveau universitaire représentent 81,3% des enregistrés tandis qu'à l'ANPE, ils en représentent 46,4%. Aussi bien chez les femmes que chez les hommes, ceux du niveau universitaire sont les plus nombreux (52,5% de femmes et 44,5% d'hommes à l'ANPE d'une part et d'autre part 87,1% de femmes et 78,6% d'hommes dans les bureaux de placement).

Graphique 2 : Répartition des DE par sexe et par niveau d'instruction



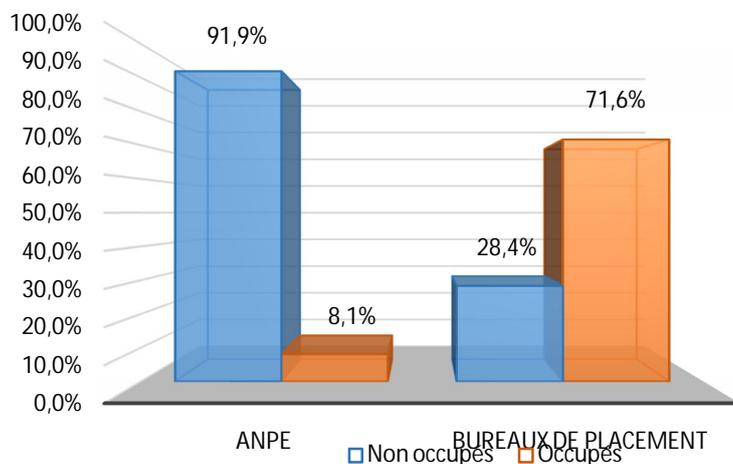
Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **Statut du DE par rapport à l'emploi à l'enregistrement**

Parmi les DE enregistrés dans les bureaux de placement, une proportion élevée (71,6%) exerce déjà un emploi et serait à la recherche d'un emploi mieux rémunéré. Par contre, les DE

enregistrés à l'ANPE sont en majorité des actifs non occupés (91,9%), seuls 8,1% possèdent déjà un emploi.

Graphique 3 : Répartition des DE selon leur statut par rapport à l'emploi à l'enregistrement



Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **Expérience professionnelle des DE**

Le pourcentage des DE ayant déjà acquis une expérience professionnelle s'élève à 77,1% parmi les enregistrés des bureaux de placement et à 21,6% parmi ceux de l'ANPE.

Tableau 2 : Demandes d'emploi enregistrées selon l'expérience professionnelle et par sexe de janvier à juin 2012

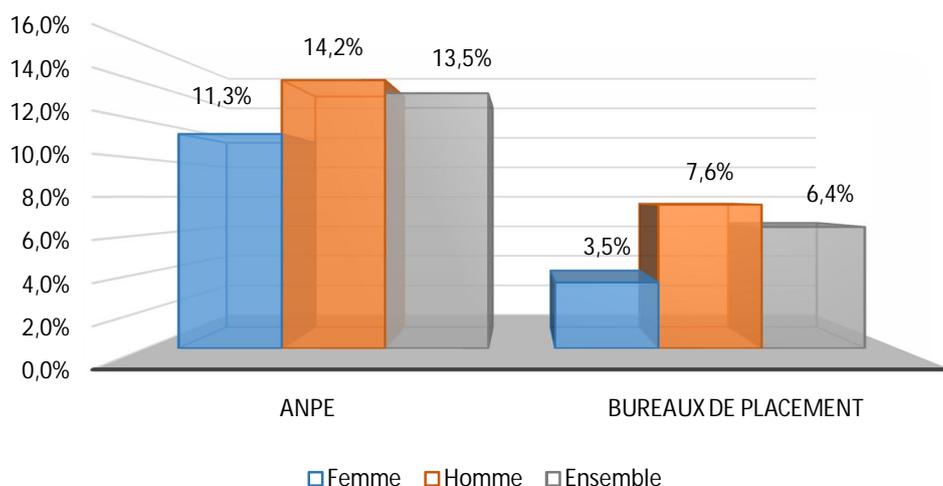
Expérience	ANPE			Bureaux de placement		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
En quête du premier emploi	82,7%	77,0%	78,4%	31,1%	18,2%	21,9%
Ayant déjà travaillé	17,3%	23,0%	21,6%	68,9%	81,8%	78,1%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **Les DE ayant déjà une fois travaillé et ne travaillant plus**

Dans l'ensemble, 13,5% des DE enregistrés à l'ANPE et 6,4% de ceux enregistrés auprès des bureaux de placement ont perdu leur précédent emploi. Selon le sexe, 14,2% des hommes enregistrés à l'ANPE et 7,6% des hommes enregistrés dans les bureaux de placement ont perdu leur emploi tandis que chez les femmes ces proportions sont de 11,3% à l'ANPE et 3,5% dans les bureaux de placements.

Graphique 4 : Répartition des DE ayant travaillé et ne travaillant plus



Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

I-2 Offres d'emploi enregistrées et placements effectués

Les offres d'emploi sont exprimées en terme de besoins en personnel pour des fins de production.

Toutes les offres d'emploi enregistrées à l'ANPE et dans les bureaux de placement au cours du premier semestre 2012 ont été satisfaites.

Au total, 283 offres ont été enregistrées et satisfaites par l'ANPE et 22 par les trois bureaux de placement considérés.

- **L'offre selon le type de métier**

Une répartition des offres selon les types de métier montre que près de la moitié des offres reçues par l'ANPE (45,9%) porte sur les métiers des transports et de la logistique, suivi des métiers de la production industrielle (25,6%) tandis que la moitié de celles reçues par les bureaux de placement (50,0%) porte sur les métiers de commerce, suivi des métiers de la gestion administrative et financière (36,4%).

- **L'offre selon la qualification socioprofessionnelle du DE**

Les offres enregistrées dans les bureaux de placement ont porté en majorité sur les postes nécessitant les cadres moyens et agents de maîtrise (50,0%) et les cadres supérieurs (40,9%), tandis qu'à l'ANPE, les offres ont concerné plus les postes de manœuvres et assimilés (39,6%) et les employés qualifiés (29,0%).

Tableau 3 : Offres d'emploi enregistrées selon la qualification socioprofessionnelle de janvier à juin 2012

Qualification	Nombre d'offres enregistrées à ANPE	Nombre d'offres enregistrées dans les Bureaux de placement
Cadre supérieur	6	9
Cadre moyen et agent de maîtrise	28	11
Ouvrier	55	0
Employé	82	2
Manœuvre et assimilé	112	0
Total	283	22

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **L'offre selon le niveau d'instruction du DE**

La quasi-totalité des offres reçues par les bureaux de placement (95,5%) requiert un niveau d'instruction universitaire ; 50,0% pour ceux de niveau inférieur au BAC + 4 et 45,0% pour ceux de niveau BAC + 4 et plus. Contrairement aux bureaux de placement, la majorité des offres d'emploi reçues à l'ANPE exige un niveau secondaire (80,2%). Seulement 12,0% des offres enregistrées par l'ANPE requièrent un niveau d'instruction supérieure.

Tableau 4 : Répartition des offres d'emploi enregistrées selon le niveau d'instruction de janvier à juin 2012

Niveau d'instruction	Nombre d'offres enregistrées à ANPE	Nombre d'offres enregistrées dans les Bureaux de placement
Aucun	0	0
Alphabétisé	0	0
Primaire	22	0
Premier cycle du secondaire (Collège)	127	0
Deuxième cycle du secondaire général (Lycée)	86	0
Deuxième cycle du secondaire technique et professionnel	14	1
Supérieur 1 (niveau BTS/DEUG/DUT/Licence)	20	11
Supérieur 2 (niveau Maîtrise et plus)	14	10
Total	283	22

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

- **L'offre par branche d'activités**

La répartition par branche d'activité montre que 47,0% des offres enregistrées à l'ANPE proviennent des transports et communication, 26,1% des Productions et distributions d'électricité, de gaz et d'eau. Dans les trois bureaux de placement considérés, les offres du

premier semestre 2012 enregistrées viennent principalement de la branche commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques (45,5% des offres) et celle des activités financières (27,3% des offres) (Voir annexe, Tableau 18).

CHAPITRE II : Politiques actives du marché du travail

Dans la recherche de solutions au problème de chômage, surtout celui des jeunes, l'Etat a mis en place des programmes tels que le Programme de Promotion du Volontariat National au Togo (PROVONAT) placé sous la tutelle du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ), et le programme d'Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche (AIDE) piloté par l'ANPE sous la tutelle du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS). Ces différents programmes sont dans leur phase pilote.

Que peut-on retenir de la mise en œuvre de ces deux(2) programmes au cours du premier semestre 2012?

II-1PROVONAT

Lancé en septembre 2011, le PROVONAT est conçu pour inciter les jeunes à s'engager dans des actions de développement socio-économique sur le plan national. Il vise (i) la mobilisation et la valorisation des ressources humaines locales, (ii) la promotion de l'engagement volontaire à travers des actions de développement, (iii) et l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres en créant une meilleure capacité aussi bien au niveau des communautés que des structures d'appui.

Il est ouvert à toute personne âgée de 18 à 35 ans au plus sans distinction de sexe ni de religion avec un contrat pouvant s'étendre de six mois à un an renouvelable jusqu'à 5 ans. Une allocation de subsistance est octroyée à chaque volontaire et son montant varie suivant le niveau d'instruction.

- **Les candidatures enregistrées au premier semestre 2012**

Au cours de la période de référence (Voir annexe, Tableau 19), le programme PROVONAT a enregistré 2 147 candidatures. La majorité de ces candidatures proviennent de Lomé Commune (84,1%). La région des Savanes a présenté la plus faible proportion de candidatures (1,2%).

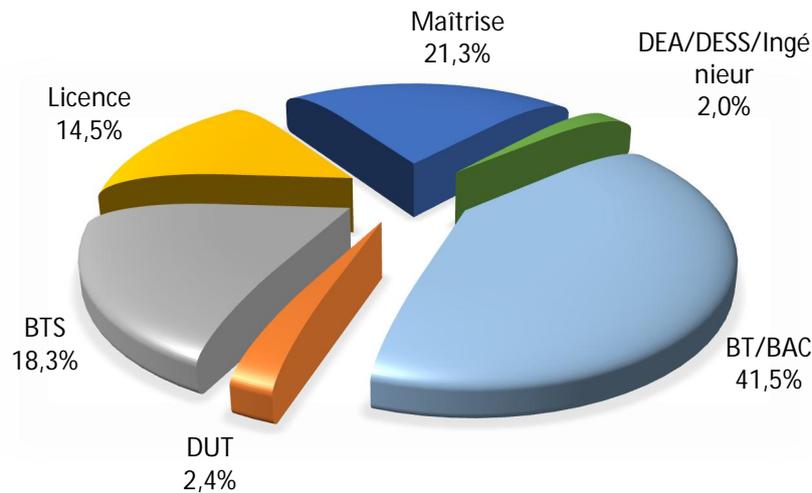
Suivant le sexe, il est enregistré 754 dossiers de candidatures féminines contre 1 393 dossiers masculins. A l'exception des régions Maritime et des Plateaux, il n'y a pratiquement pas de disparités entre les enregistrements selon le sexe dans les autres régions.

Les jeunes âgés de 25 à 29 ans représentent presque la moitié des candidats enregistrés, soit 49,4%.

Parmi les candidats au volontariat, on rencontre plus de jeunes du niveau de baccalauréat ou du brevet de technicien (41,5%). Après, suivent ceux du niveau maîtrise (21,3%), du BTS (18,3%) et de la licence (14,5%).

Quel que soit le diplôme, le nombre d'hommes dépasse celui des femmes. A partir de la licence, plus le diplôme est élevé, plus cet écart est accentué.

Graphique 5 : Répartition des candidats au poste de volontariat selon le diplôme

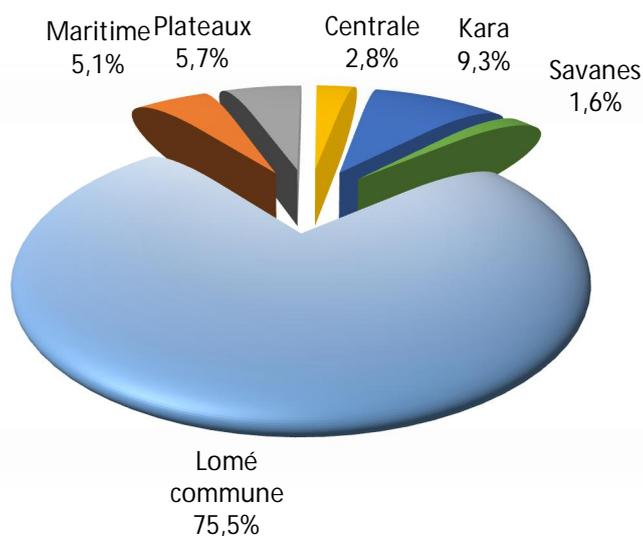


Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

- **Offres de poste de volontariat enregistrées au cours du premier semestre 2012**

Les offres de poste de volontariat émanent de l'administration publique, des collectivités locales et des organisations de la société civile et sont réparties sur l'ensemble du territoire national. Au total 3 567 postes ont été offerts par les structures. D'une manière générale, la répartition des offres par région tend à suivre celle des candidatures enregistrées et se caractérise par un nombre élevé en provenance de Lomé commune (75,5%).

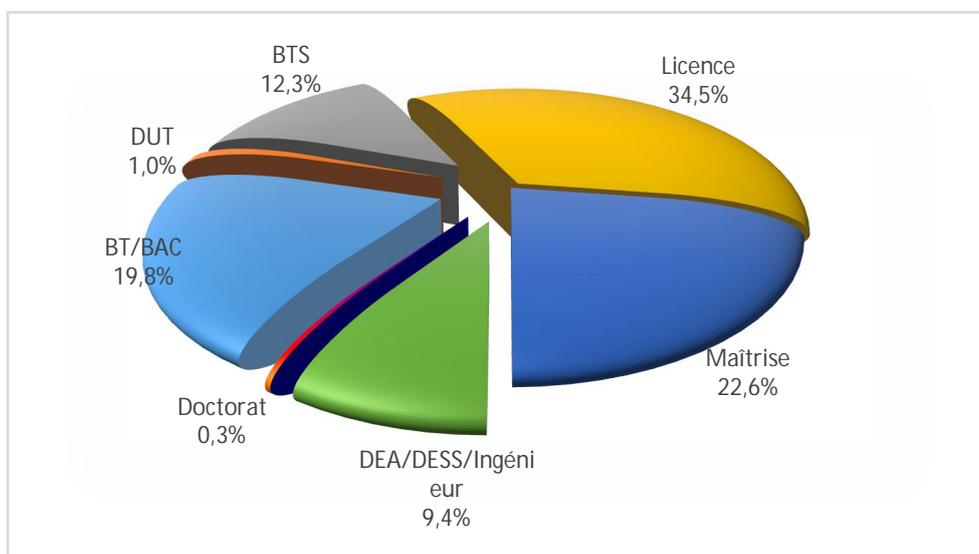
Graphique 6 : Répartition des offres suivant la région de provenance



Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

La répartition des besoins des structures d'accueil en termes de qualifications révèle que les diplômes de licence (34,5%), maîtrise (22,6%) et BT/BAC (19,8%) sont les plus demandés. Par contre, les diplômes de doctorat (0,3%) et DUT (1,0%) sont peu sollicités.

Graphique 7 : Répartition des postes de volontaire selon le niveau d'instruction



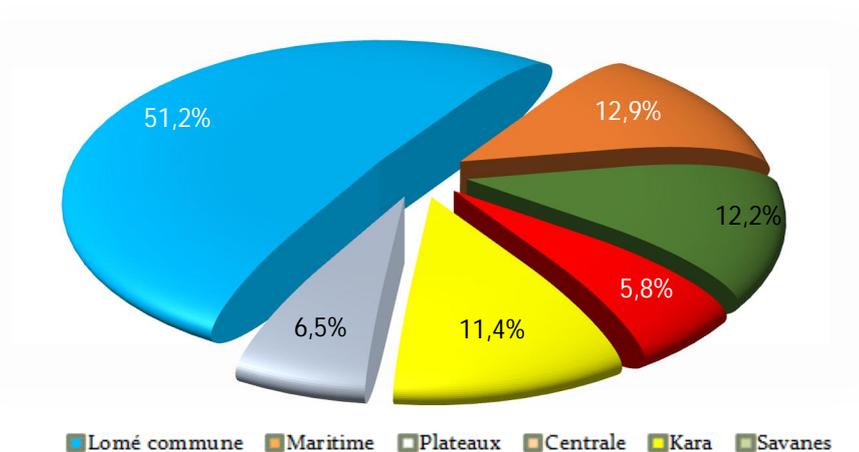
Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

- **Volontaires placés**

Au cours du semestre, 877 candidats ont été admis dans le programme de volontariat national soit 40,8% des candidatures enregistrées. Ces placements ont pu satisfaire 24,6% des offres de poste de volontariat enregistrées.

Les volontaires sont affectés dans les différentes localités du pays avec un peu plus de la moitié (51,2%) à Lomé commune.

Graphique 8 : Répartition des volontaires nationaux selon la région d'affectation

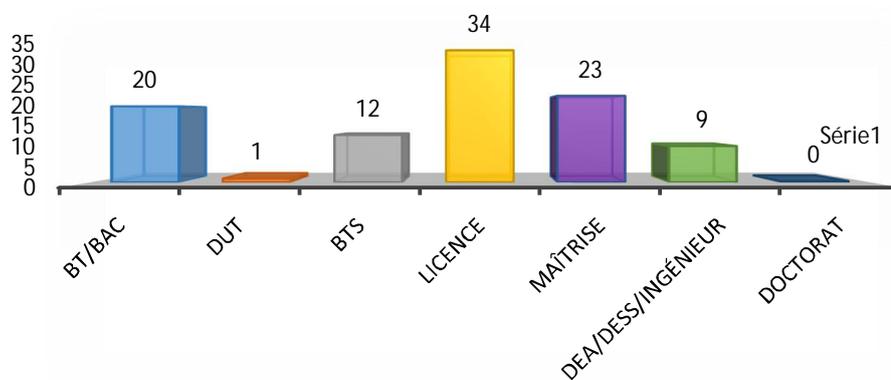


Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

Parmi les volontaires déployés (Voir annexe, Tableau 24), 29,1% sont des femmes.

Les volontaires de niveau maîtrise (45,6%) et licence (31,0%) sont les premiers bénéficiaires au cours du processus d'affectation. Les volontaires du niveau BT/BAC (3,8%) et ceux du niveau DUT (0,9%) sont les moins déployés.

Graphique 9 : Répartition des volontaires nationaux affectés selon le niveau d'instruction



Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

II-2 Programme AIDE

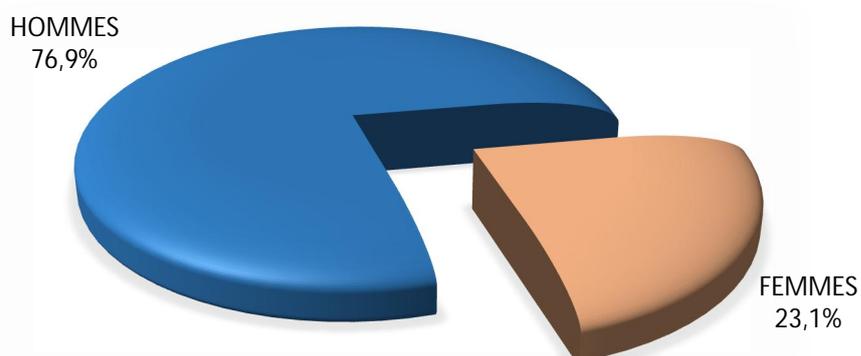
Le programme AIDE est destiné aux togolais des deux sexes âgés de 18 à 40 ans, quel que soit leur lieu de résidence. Le but visé par ce programme est d'accroître l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi en leur permettant de se familiariser avec le milieu professionnel et d'aider les employeurs à disposer d'un vivier de compétences auquel ils peuvent recourir à terme.

Contrairement au programme PROVONAT, ce programme est tourné vers les entreprises privées ou parapubliques. La durée du stage est de six mois renouvelable une seule fois. Une indemnité de stage est accordée aux stagiaires selon leur diplôme.

- **Les candidatures au programme AIDE enregistrées à la première phase pilote**

Le programme AIDE a enregistré au cours de sa première phase pilote 13 415 candidatures dont 3 094 femmes et 10 321 hommes.

Graphique 10 : Répartition des candidatures enregistrées selon le sexe



Source : ANPE, calculs DOE

- **Offres de poste et placements**

Dans cette première phase pilote du programme, toutes les offres de postes à pourvoir ont été satisfaites. Dans l'ensemble, il est enregistré 1 067 offres de postes. L'analyse selon le sexe révèle que seulement 26,4% des postes sont occupés par les femmes.

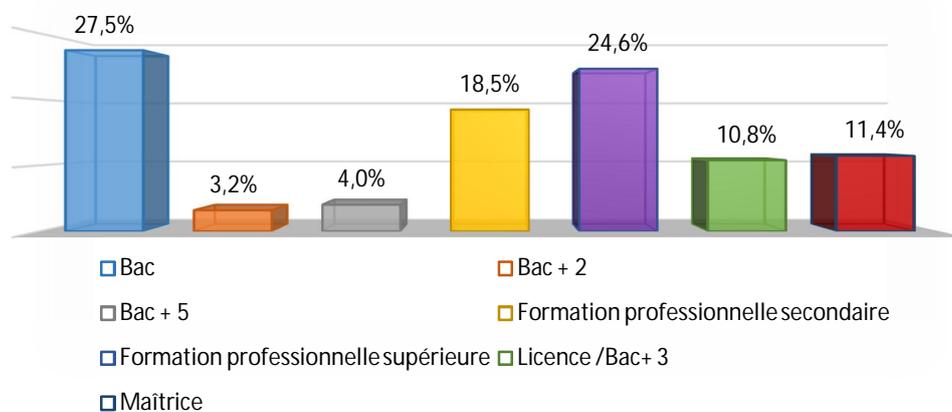
Les principaux secteurs d'accueil des stagiaires sont : les mines (24%) et le secteur financier composé de banque, assurance et microfinance (17%).

Par ailleurs, le secteur qui absorbe plus les femmes est le secteur financier (25,9% des femmes) et celui qui absorbe plus les hommes est le secteur minier (29,6% des hommes).

Les stagiaires les plus sollicités sont ceux qui ont le niveau baccalauréat toutes filières confondues (27,5%). Ceux ayant reçu une formation technique et professionnelle (du niveau supérieur et secondaire) représentent 43% de l'ensemble.

Les stagiaires hommes sont le plus souvent titulaires du diplôme BAC (29,9% des hommes) et les stagiaires femmes, du diplôme de formation professionnelle supérieure (35,1% des femmes).

Graphique 11 : Répartition de candidats déployés selon le niveau d'instruction



Source : ANPE, calculs DOE

CHAPITRE III : Marché du travail et formation

L'une des raisons évoquées aujourd'hui pour expliquer les difficultés d'insertion des jeunes est l'écart entre les besoins en compétences de l'économie et les formations délivrées par le système éducatif togolais (l'inadéquation formation emploi) que ce soit sur le plan qualitatif que quantitatif. Pour pallier cette inadéquation, il est question d'aligner la formation aux besoins du marché du travail. D'où l'importance de mieux cerner les informations relatives à l'évolution du système éducatif parallèlement à celles du marché du travail.

Ce chapitre traite des informations relatives aux différentes formations gérées par les ministères en charge de l'éducation et de la formation. Il aborde aussi les activités menées par le Département d'Appui à la Création d'Emploi (DACE) de l'ANPE et le Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnels (FNAFPP) en termes de renforcement des capacités.

La formation définie plus simplement, est l'action de donner à quelqu'un ou à un groupe, les connaissances nécessaires à l'exercice d'une activité². Quant à la formation professionnelle, elle est le processus d'apprentissage qui permet à un individu d'acquérir le savoir et les savoir-faire (habiletés et compétences) nécessaires à l'exercice d'un métier ou d'une activité professionnelle. La formation professionnelle est aussi applicable aux personnes exerçant déjà une activité professionnelle, et souhaitant accroître leurs compétences.

III-1 Alphabétisation et renforcement des capacités

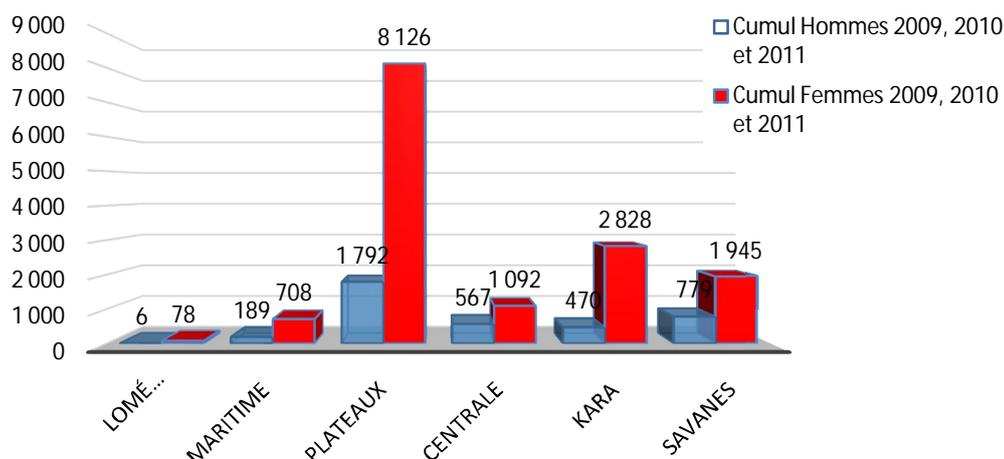
L'alphabétisation et le renforcement des capacités constituent des moyens d'amélioration de la qualité de la main d'œuvre.

- **Alphabétisation**

Des efforts sont faits en faveur du développement de l'alphabétisation des adultes. On assiste au fil des années à un accroissement de l'effectif des adultes alphabétisés. En 2009 et 2010, il est enregistré un effectif de 8 941 alphabétisés et en 2011, un effectif de 9 639 alphabétisés. Pour les trois années, les femmes représentent 79,5% des adultes formés.

² Définition du Larousse

Graphique 12 : Effectif cumulé de 2009,2010, 2011 des adultes alphabétisés réparti selon le sexe



Source : MEPSA, calculs DOE

La région des Plateaux enregistre à elle seule plus de la moitié des alphabétisés (53,4%) sur les trois années alors qu'à Lomé commune cette proportion est quasi nulle (0,5%). Dans chacune des régions, le nombre des femmes alphabétisées est nettement supérieur à celui des hommes.

- **Renforcement des capacités**

Pour rendre compte des renforcements des capacités, il est exposé ici les activités de deux structures que sont : le DACE et le FNAFPP.

Le DACE est le Département de l'ANPE qui se charge d'accompagner les porteurs de projets et de piloter certains programmes de pré-insertion des jeunes sortis du système éducatif. Il mène des activités de sensibilisation, de promotion de l'esprit entrepreneurial, de formation des demandeurs d'emploi sur la rédaction d'un plan d'affaires, de suivi personnalisé des porteurs de projets et de conduite de programmes de création d'emplois.

Au cours du premier semestre 2012, le DACE, après des séances de sensibilisation, a retenu trente-trois (33) porteurs d'idée d'affaires qu'il a formés sur la création d'entreprise. Cette formation a porté sur la recherche d'idées, l'auto évaluation du promoteur, l'étude et l'évaluation du potentiel du marché, l'analyse de la concurrence, l'estimation de la part de marché de l'entreprise, la mesure des coûts de l'investissement et du fonds de roulement nécessaires au démarrage d'activité, l'élaboration des tableaux financiers et des ratios de rendement, la rédaction du plan d'affaires.

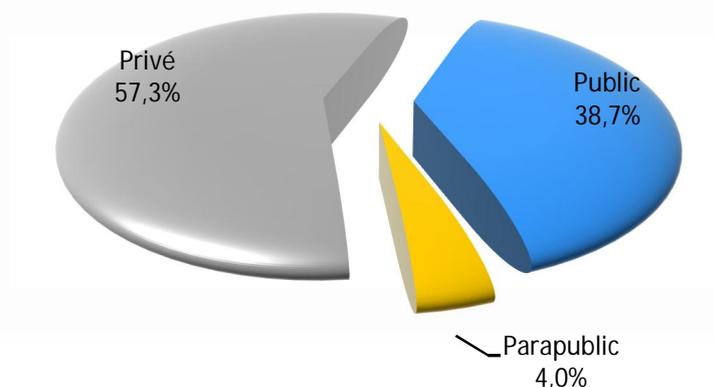
Après huit séances de formation, 60,6% de ces porteurs d'idées ont pu réaliser leur plan d'affaires. Parmi ces futurs promoteurs, 25% sont de sexe féminin.

Par ailleurs, un accompagnement personnalisé a été apporté à dix-huit (18) porteurs de projets pour la finalisation de leur plan d'affaires. Ces projets ont concerné essentiellement les activités agropastorales et les services.

Créé en 1988 avec l'appui de la Banque Mondiale, le FNAFPP s'est assigné pour mission, le renforcement des capacités des travailleurs de tous les secteurs d'activités au Togo.

Au cours de l'année 2011, le FNAFPP a financé le renforcement des capacités de 1 117 travailleurs, tous secteurs confondus. Plus de la moitié des bénéficiaires du financement viennent du secteur privé (57,3%) contre 38,7% du secteur public.

Graphique 13 : Répartition des bénéficiaires du financement du FNAFPP par secteur institutionnel



Source : FNAFPP, calculs DOE

Dans l'ensemble, les femmes ne représentent que 14,2% des bénéficiaires en 2011. Cette proportion est de 3,7% dans la fonction publique.

Tableau 5 : Répartition des salariés formés au cours de l'année 2011 selon le secteur institutionnel par sexe

Secteurs	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Public	416	43	16	10	432	39
Parapublic	37	4	8	5	45	4
Privé	505	53	135	85	640	57
Total	958	100	159	100	1117	100

Source : FNAFPP, calculs DOE

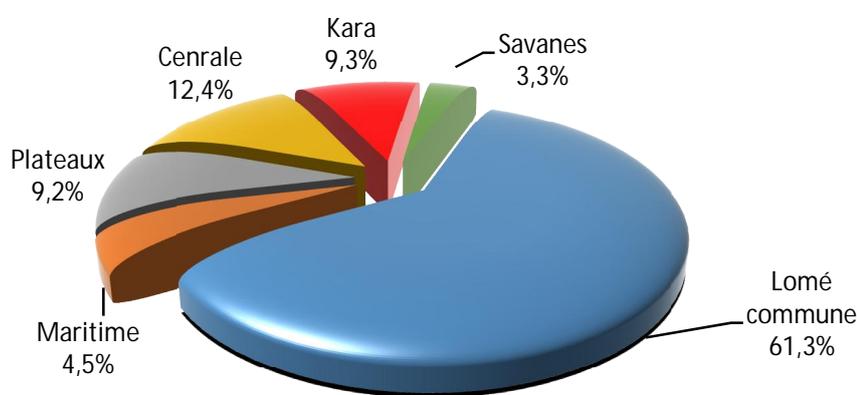
Par ailleurs, certaines entreprises déjà fonctionnelles ont bénéficié d'un appui financier, notamment du FNAFPP au cours de cette période. Au total douze (12) entreprises de Lomé commune ont bénéficié de cet appui.

III-2 Enseignement Technique et Formation Professionnelle

Dans l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP), l'offre de formation est constituée des cycles longs aboutissant aux Baccalauréats techniques (BAC G, E, F, Ti) et les cycles courts offrant les diplômes de CAP, BEP et BT.

Pour l'année scolaire 2011-2012, le nombre total d'élèves inscrits à l'ETFP se chiffre à 37 271. Lomé commune enregistre le pourcentage le plus élevé d'inscrits (61,3%) tandis que la région des Savanes compte le moins d'élèves inscrits (3,3%).

Graphique 14 : Répartition des élèves inscrits par région dans l'ETFP pour l'année 2011/2012



Source : METFP, calculs DOE

Au total, on compte 136 établissements de l'ETFP (publics et privés) existant avant l'année scolaire 2011-2012. Au cours de l'année 2011-2012, 38 nouveaux établissements ont été construits portant le nombre total d'établissements de l'ETFP à 174. Lomé commune abrite près de la moitié de ces établissements (86 établissements) tandis que la région des Savanes en compte le moins (7 établissements).

Tableau 6 : Répartition des établissements de l'ETFP pour l'année scolaire 2011-2012

Régions	Existants avant le début de l'année 2011-2012	Ouverts au cours de l'année scolaire 2011-2012
Lomé commune	77	9
Maritime	11	2
Plateaux	14	3
Centrale	13	1
Kara	18	19
Savanes	3	4
Total	136	38

Source : METFP, calculs DOE

Au total, 60,8% des élèves inscrits à l'ETFP étaient en classe d'examen final au cours de l'année scolaire 2011-2012. Parmi ces élèves inscrits en classe d'examen final, on observe un pourcentage élevé de ceux qui reprennent la classe, soit 48,2%.

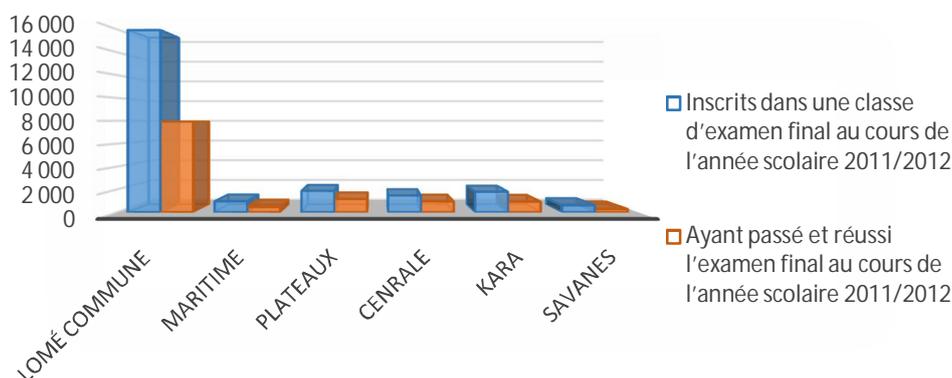
Tableau 7 : Répartition des élèves en classe d'examen au cours de l'année scolaire 2011-2012

Régions	Inscrits dans une classe d'examen final	Ayant redoublé une classe d'examen final
Lomé commune	15 942	8 007
Maritime	958	497
Plateaux	1 871	713
Centrale	1 465	479
Kara	1 799	899
Savanes	608	321
Total	22 643	10 916

Source : METFP, calculs DOE

Pour cette année scolaire 2011-2012, le taux de réussite aux examens finaux de l'enseignement technique et professionnel est de 51,7%. La région Centrale enregistre le taux de réussite le plus élevé (64,6%) tandis que la région des Savanes enregistre le taux de réussite le plus bas (46,1%).

Graphique 15 : Répartition des élèves inscrits en classe d'examen final au cours de l'année scolaire et ceux ayant réussi l'examen



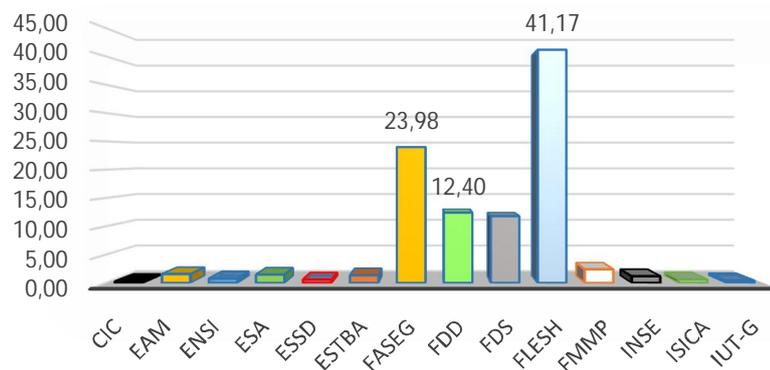
Source : METFP, calculs DOE

III-3 Enseignement supérieur

Les informations présentées dans cette partie ne concernent que l'Université de Lomé (UL) qui compte 14 départements. En 2011, le nombre d'étudiants inscrits à l'UL est de 44 049. De cet effectif, seulement un quart est de sexe féminin (25,0%). La faculté des lettres et des sciences humaines (FLESH), la faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) et la

faculté des droits (FDD) regroupent à elles seules 77,6% de la population estudiantine. Par ailleurs, il faut remarquer que les femmes sont en général peu nombreuses dans les départements scientifiques. Cette représentativité féminine est encore plus réduite dans les écoles telles que le Centre d'Informatique et de Calcul (CIC), l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs (ENSI) et l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) avec respectivement des proportions de 1,6%, 2% et 6,3% de la population estudiantine inscrite.

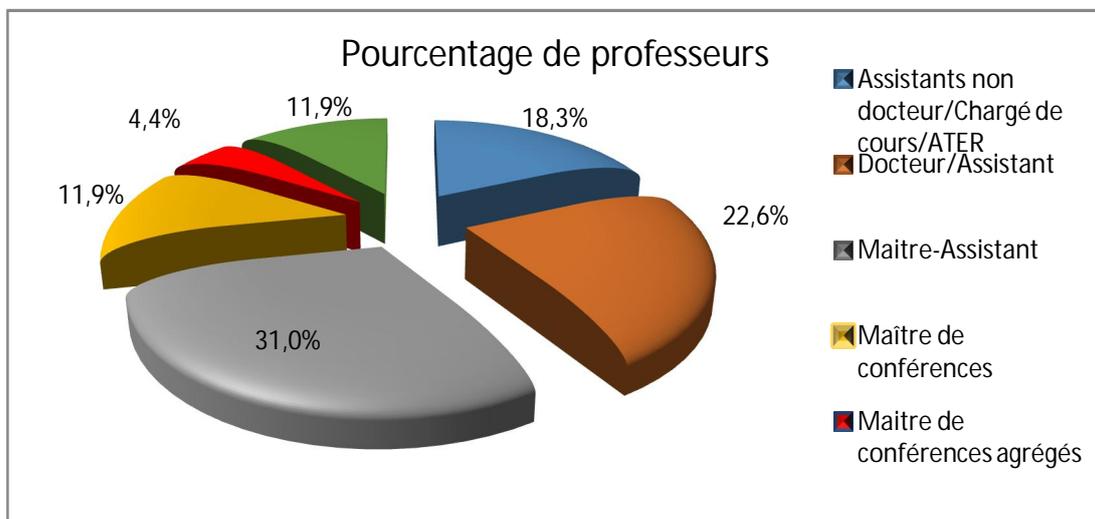
Graphique 16 : Répartition des étudiants inscrits par département en 2011



Source : UL, calculs DOE

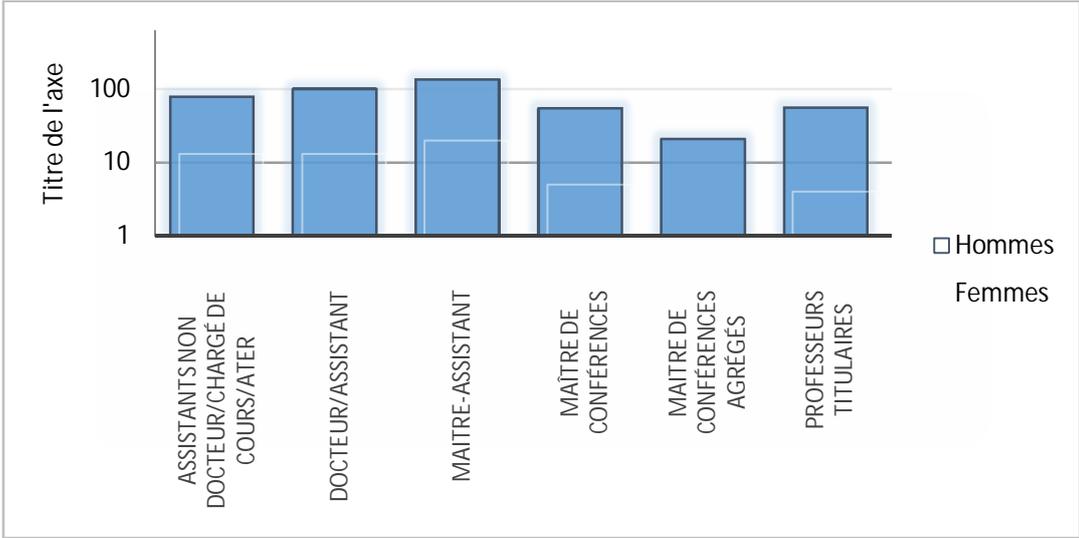
A l'université de Lomé, 504 professeurs dont seulement 56 femmes ont assuré l'enseignement en 2011. Cela donne un ratio de 87 étudiants par professeur. Les maîtres-assistants représentent la plus grande proportion des enseignants (31,0%) tandis que les maîtres de conférences agrégés sont les moins nombreux (4,4%).

Graphique 17 : Répartition des professeurs selon leur grade académique en 2011



Source : UL, calculs DOE

Graphique 18 : Répartition des professeurs par grade académique selon le sexe



Source : UL, calculs DOE

CHAPITRE IV : Sécurité sociale

Les questions de sécurité sociale sont aussi importantes que celles de l'emploi de nos jours. Malheureusement, elles sont souvent ignorées des acteurs du MT et cela est généralement dû, dans les pays en développement, à une insuffisance d'informations. Ce chapitre s'inscrit donc dans la logique d'améliorer les connaissances des différents acteurs sur ces questions. A cet effet, il expose les informations relatives à l'assurance maladie des travailleurs, à l'inspection du travail, à l'adhésion des travailleurs aux centrales syndicales et à l'affiliation aux organisations patronales. Il sera aussi présenté quelques statistiques de la fonction publique.

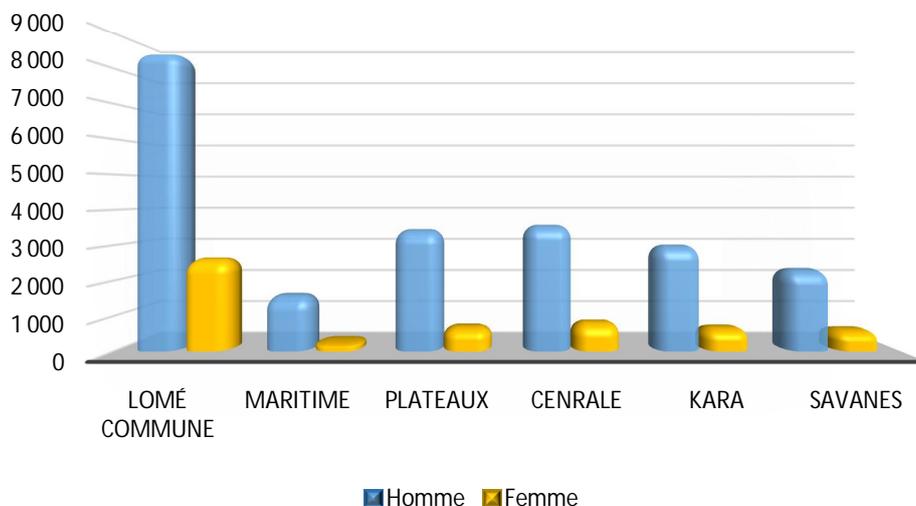
IV-1 Assurance maladie des travailleurs

L'assurance maladie des travailleurs est proposée par plusieurs compagnies d'assurance. Les agents du secteur public et parapublic ont le privilège de bénéficier des prestations de l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM), opérationnel depuis 2011. Ce bulletin ne présente que les statistiques de l'INAM.

Fonctionnaires inscrits à l'INAM

L'INAM a enregistré aux termes de l'année 2011 un effectif total de 27 457 fonctionnaires en activité ayant souscrit à la police d'assurance soit 75,3% du total des fonctionnaires, dont la plupart sont des hommes (80,9%). Une répartition suivant les régions montre qu'en 2011, les fonctionnaires en activité de Lomé commune se sont plus inscrits (11 087 fonctionnaires) que les fonctionnaires des autres régions. La région Maritime a enregistré le plus faible effectif de fonctionnaires inscrits en cette année (2 269 fonctionnaires). On observe moins de femmes que d'hommes inscrits, quelle que soit la région considérée (Graphique ci-après)

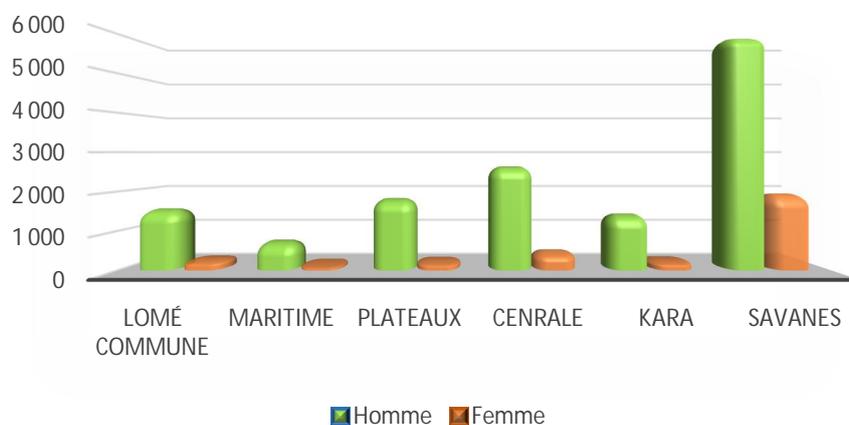
Graphique 19 : Répartition des fonctionnaires inscrits à l'INAM par région selon le sexe à la date du 31 décembre 2011



Source : INAM, calculs DOE

Entre janvier et juin 2012, il est observé 16 857 nouvelles souscriptions de fonctionnaires en activité à la police d'assurance maladie avec seulement une proportion de 17,3% de femmes. Au cours de ce semestre, la région des Savanes a enregistré plus de fonctionnaires en activité inscrits à l'INAM (46,8%) que les autres régions.

Graphique 20 : Répartition des fonctionnaires inscrits à l'INAM de janvier à juin 2012

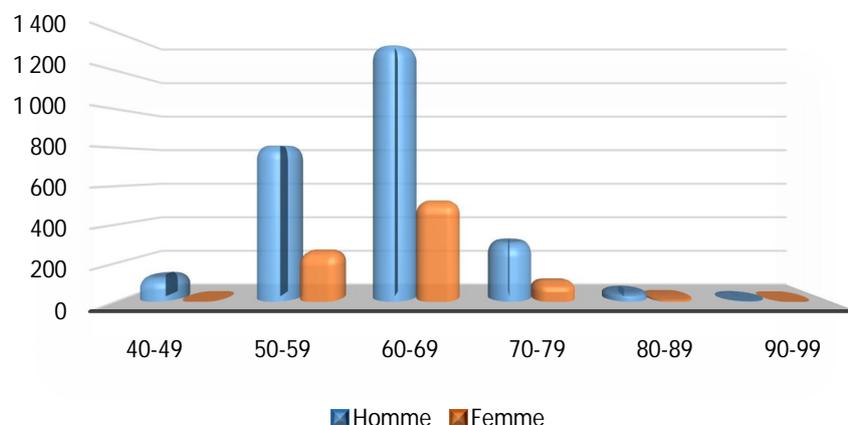


Source : INAM, calculs DOE

Retraités inscrits à l'INAM

L'effectif total des retraités inscrits en 2011 se chiffre à 3 503. Une analyse suivant les tranches d'âge révèle que les retraités de la tranche d'âge 60-69 ans sont les plus nombreux. Les femmes sont moins nombreuses que les hommes parmi les retraités inscrits à l'INAM, quelle que soit la tranche d'âge.

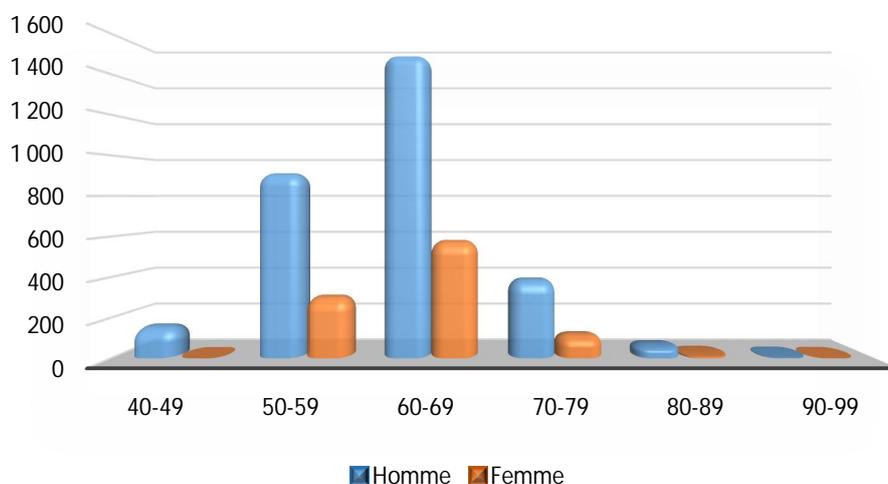
Graphique 21 : Répartition des retraités inscrits à l'INAM à la date du 31 décembre 2011



Source : INAM, calculs DOE

Au premier semestre 2012, l'analyse de la tendance observée chez les retraités, est similaire à celle de l'année 2011. Aussi, remarque-t-on une faible proportion de femmes retraitées qui ont souscrit à la police de l'INAM au cours de cette période.

Graphique 22 : Répartition des retraités inscrits à l'INAM de janvier à juin 2012



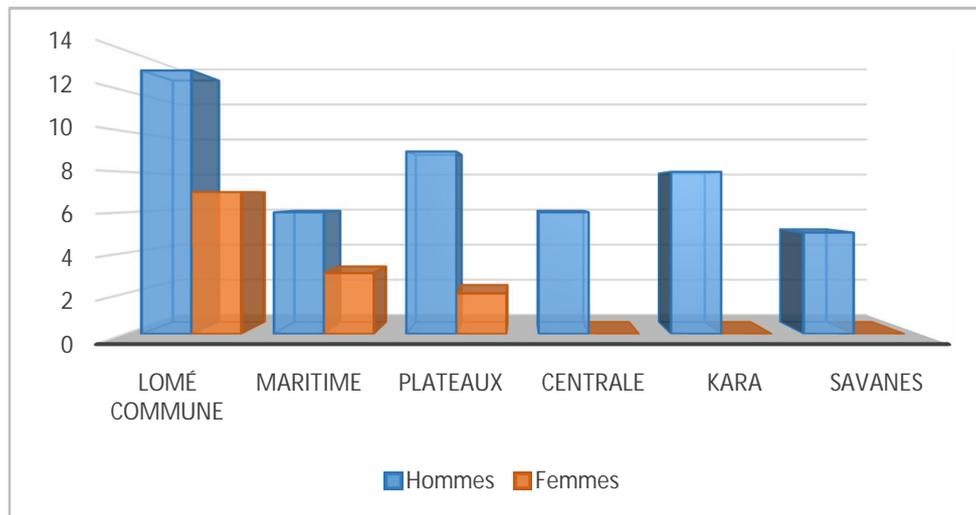
Source : INAM, calculs DOE

IV-2 Inspection du travail

Les informations collectées auprès de la Direction Générale du Travail montrent que le nombre total d'inspecteurs de travail en activité au Togo au cours du premier semestre 2012 est chiffré à 59 personnes. Les femmes en représentent 20,3%.

Suivant les régions, Lomé commune compte plus d'inspecteurs de travail (33,9%) que chacune des autres régions tandis que la région des Savanes en est la moins dotée (8%). Les régions Centrale, de la Kara et des Savanes n'enregistrent aucune femme inspecteur de travail.

Graphique 23 : Répartition des inspecteurs du travail par région à la date du 31 décembre 2012



Source : DGT, calculs DOE

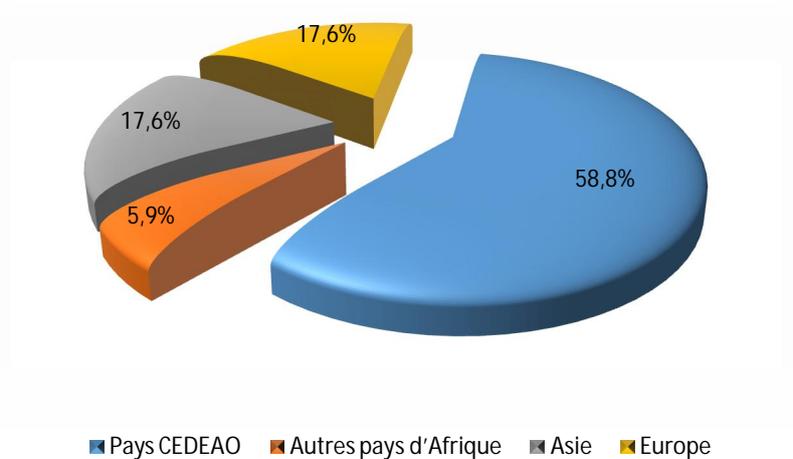
Il est dénombré seulement deux médecins de travail, tous de sexe masculin, opérant pour le compte des services publics de sécurité et santé au travail à la date du 30 juin 2012.

- **Contrats de travail visés**

Les informations relatives aux contrats de travail des nationaux visés ne concernent que Lomé commune. Au total, 839 contrats des nationaux ont été visés à Lomé au premier semestre 2012, répartis en 466 contrats à durée déterminée et 373 contrats à durée indéterminée.

Concernant les contrats de travail des expatriés visés, la majorité relève des immigrants des pays de la CEDEAO. En effet, sur une cinquantaine de contrats d'expatriés visés par la DGT, plus de la moitié provient des immigrants de la CEDEAO (58,8%). Suivent les contrats visés des immigrants asiatiques et européens avec une proportion de 17,6% pour chaque groupe. Pour l'Amérique et l'Océanie, aucun contrat de travail n'a été visé pour leurs expatriés.

Graphique 24 : Répartition du nombre de contrats d'expatriés visés selon la région de provenance de janvier à juin 2012



Source : DGT, calculs DOE

IV-3 Affiliation aux centrales syndicales

Les syndicats constituent l'élément essentiel pour promouvoir le dialogue social et défendre les intérêts des travailleurs d'une nation.

Au Togo, il existe six (6) centrales syndicales qui sont :

- Confédération Générale des Cadres du Togo (CGCT) ;
- Confédération Nationale des Travailleurs du Togo (CNTT) ;
- Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT) ;
- Groupes des Syndicats Autonomes (GSA) ;
- Union Générale des Syndicats Libres (UGSL) ;
- Union Nationale des Syndicats Indépendants du Togo (UNSIIT).

Sur ces six syndicats, seulement 3 ont fourni les informations requises pour le premier semestre 2012. A l'ensemble de ces 3 centrales syndicales, 132 syndicats de base sont affiliés. La plupart de ces syndicats de base sont dirigés par des hommes (90,9%). Le tableau suivant illustre les détails par centrale syndicale.

Tableau 8 : Répartition des effectifs des syndicats affiliés selon le sexe du responsable syndical

Centrales syndicales	Effectif de syndicats affiliés	Chef syndicats-homme	Chef syndicats-femme
CSTT	74	66	8
UGSL	35	33	2
UNSIT	23	21	2
Total	132	120	12

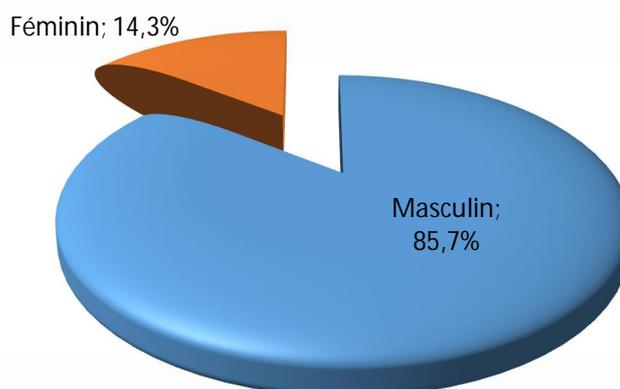
Source : Les syndicats, calculs DOE

IV-4 Affiliation aux organisations patronales

Une organisation patronale est une association à but non lucratif qui regroupe les entreprises dont l'activité est classée dans une même catégorie professionnelle. Elle représente également des syndicats d'entrepreneurs qui ont en charge la défense des intérêts de leurs membres au sein de la société à laquelle ils appartiennent.

Au total, le patronat togolais comporte quatorze (14) regroupements d'entreprises. De ces 14 groupements, seule la moitié a pu répondre aux questionnaires de collecte d'informations qui leur ont été administrés. D'après les données recueillies, une faible proportion d'entreprises sont dirigées par les femmes (14,3%).

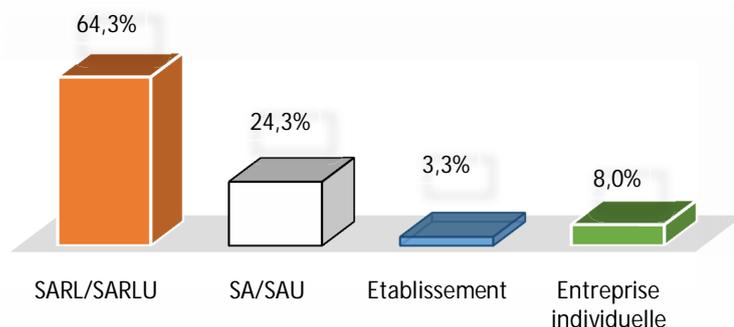
Graphique 25 : Répartition des entreprises des regroupements patronaux selon le sexe du chef de l'entreprise



Source : Les organisations patronales, calculs DOE

Une répartition des entreprises affiliées au patronat par forme juridique montre que les sociétés à responsabilité limitée sont dominantes (64,3%), suivies des sociétés anonymes (24,3%).

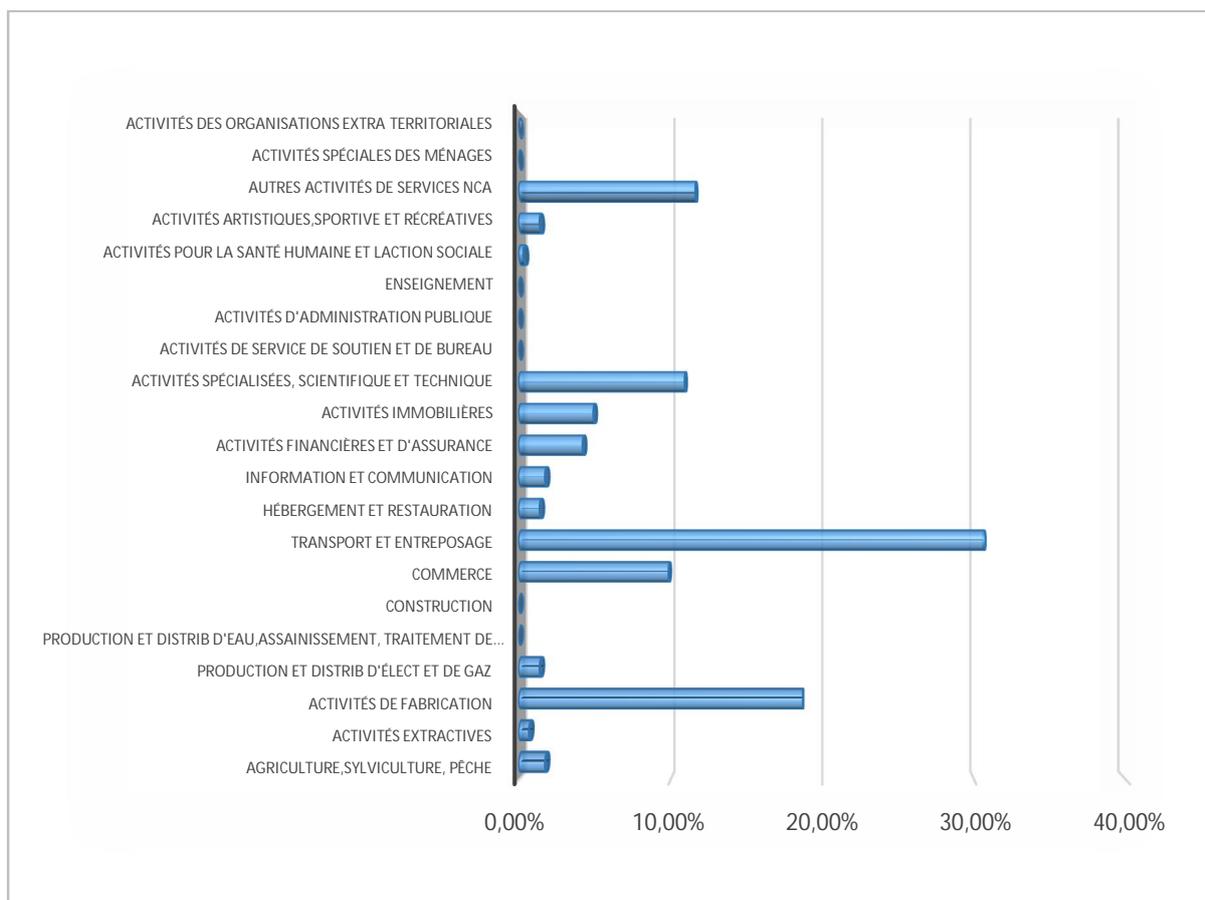
Graphique 26 : Répartition des entreprises affiliées au patronat selon la forme juridique



Source : Les organisations patronales, calculs DOE

Les entreprises affiliées au patronat exercent majoritairement dans les branches « Transport et entreposage » et « Activités de fabrication ». La figure ci-dessous présente plus clairement la répartition de ces entreprises par branches.

Graphique 27 : Proportion des entreprises affiliées par branches d'activité



Source : Les organisations patronales, calculs DOE

IV-5 Fonction publique

L'effectif total du personnel de la fonction publique est de 36 464 dont 96 contractuels et 36 368 fonctionnaires à la date du 30 juin 2012 (Tableau 16). Dans cet effectif, les femmes représentent seulement 19,2%. La fonction publique regorge plus de personnel de catégorie B (41,7%) que celui des autres catégories. Cette tendance est similaire aussi bien chez les hommes que chez les femmes.

Tableau 9 : Répartition du personnel de la fonction publique en juin 2012 par catégorie et selon le sexe

Effectif du personnel de la fonction publique en juin 2012			
Catégories	Fonctionnaires		
	Homme	Femme	Ensemble
Catégorie A1	3 921	471	4 392
Catégorie A2	6 469	1 417	7 886
Catégorie B	11 960	3 197	15 157
Catégorie C	3 797	1 325	5 122
Catégorie D	3 224	587	3 811
Total	29 371	6 997	36 368

Source : Fonction publique, calculs DOE

CHAPITRE V : Indicateurs socio-économiques

Les indicateurs socioéconomiques sont des outils de base sur lesquels les négociations salariales et de conditions de travail se font entre travailleurs et employeurs.

Dans ce chapitre sont analysés l'évolution des prix des produits de première nécessité, l'évolution de l'indice des prix à la consommation et le taux d'inflation. Il est également question de la création d'entreprises et des projets agricoles.

V-1 Prix Moyens des Produits de première nécessité

Un produit de première nécessité est un produit de consommation de base qui est jugé indispensable à la survie des habitants d'une nation donnée. Il concerne généralement les aliments ou les produits d'hygiène et peut varier selon les pays.

Les données recueillies auprès de la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (Voir annexe, Tableau 40), révèlent que les prix des produits de première nécessité ont généralement connu des fluctuations à l'exception des produits pétroliers. Les produits dont les prix ont plus connu de variation à la hausse sont : le haricot blanc, le haricot rouge, la tomate fraîche et le tubercule d'igname. D'autres produits comme le riz importé en vrac, le Chinchard (Akpala) congelé et le Chinchard fumé ont par contre vu leurs prix baisser entre janvier et juin 2012.

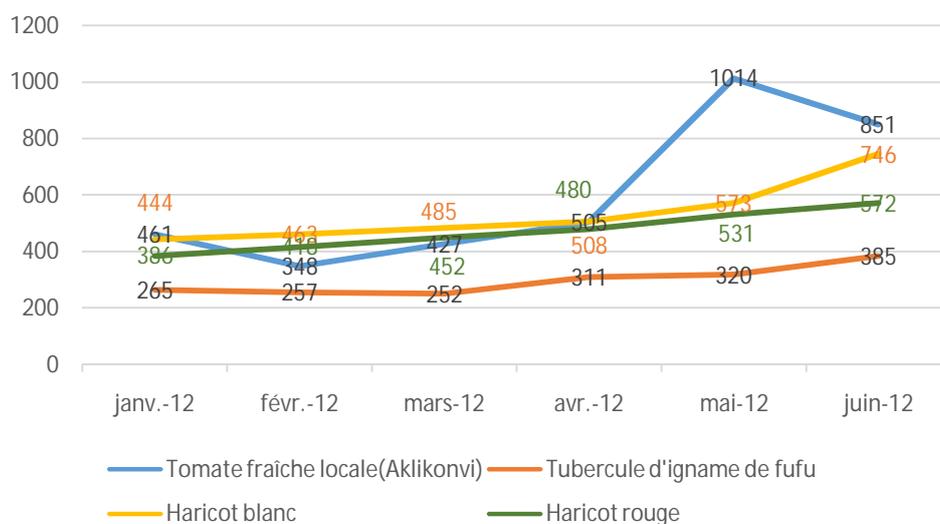
Il ressort du graphique ci-après les analyses suivantes:

Le haricot blanc, le haricot rouge : ces deux produits ont vu leurs prix évoluer en hausse respectivement de 68,0% et de 48,2% entre janvier et juin 2012. Entre mai et juin, il est constaté une hausse brusque du prix du haricot blanc.

Tomate fraîche : Le prix de cette denrée a subi en mai 2012 une hausse brusque (entre avril et mai, son prix a augmenté de 101%) qui s'expliquerait par la période de sécheresse des mois précédents qui a diminué sa productivité et entraîné sa rareté sur les marchés.

Tubercule d'igname : Le prix de ce produit alimentaire a subi des fluctuations. Entre janvier et mars, son prix a légèrement baissé de 4,9 % avant de remonter entre mars et juin de 52,8 %.

Graphique 28 : Evolution des prix de certains produits de janvier à juin 2012



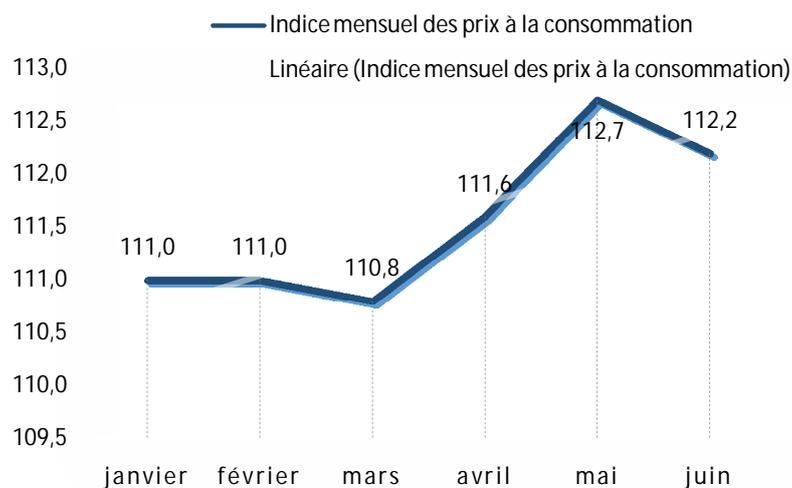
Source : DGSCN, calculs DOE

V-2 L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est l'indice calculé sur une base uniforme dans les pays de la sous-région ouest-africaine. Son adoption par les pays de l'UEMOA date de janvier 1996. Il a trois utilisations principales : économique, comptable et sociale. Il sert aussi à comparer l'inflation entre les pays membres de l'UEMOA et de la Zone franc. L'IHPC peut aussi servir à indexer les salaires et les pensions.

L'analyse de la courbe montre qu'entre janvier et mars 2012, l'IHPC a connu une légère baisse qui atteint son plus bas niveau en mars 2012 avec 110,8 points. Ensuite, il est observé une évolution brusque qui culmine en mai avec 112,7 points. Cela est dû à une hausse généralisée des prix des produits de première nécessité. En effet les prix de plusieurs produits de première nécessité comme le maïs en grains cru, le mil, le riz en vrac, la tomate fraîche locale, l'huile végétale industrielle ont atteint leur niveau le plus élevé en mai 2012.

Graphique 29 : Indice mensuel des prix à la consommation de janvier à juin 2012



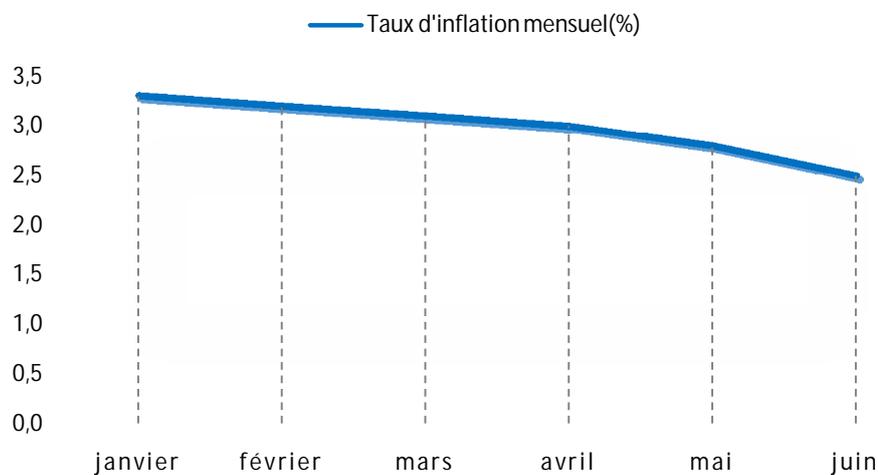
Source : DGSCN, calculs DOE

V-3 Inflation

Le terme inflation désigne une augmentation durable, générale, et auto-entretenu des prix des biens et des services. L'inflation entraîne la perte du pouvoir d'achat de la monnaie et par conséquent des revenus. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie qui est une élévation du coût moyen des dépenses de consommation des ménages dans un pays donné.

L'analyse de la courbe ci-dessous montre qu'au cours du premier semestre 2012, le taux d'inflation par moyenne annuelle a baissé progressivement. Il est de 3,3% en janvier et de 2,5% en juin.

Graphique 30 : Taux d'inflation mensuel de janvier à juin 2012



Source : DGSCN, calculs DOE

V-4 Projets agricoles

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) a mis en place un certain nombre de projets agricoles sur toute l'étendue du territoire dont certains ont été lancés entre janvier et juin 2012. L'exécution de ces projets fait partie de la stratégie de réduction du chômage par la création d'emplois. Il y a au total 10 projets différents dont trois d'envergure nationale.

Au niveau national, les trois projets lancés sont :

- Le Projet 1000 ha pour la production de riz, maïs et sorgho ;
- L'aménagement de 1000 ha de périmètres agro-sylvopastoraux et halieutiques ;
- L'adaptation de la production agricole aux changements climatiques au Togo.

Les sept autres projets sont répartis au niveau des régions comme suit :

- Le projet d'aménagement de la plaine de Djagblé dans la région Maritime ;
- Ouverture régulière de la passe d'Aného pour une jonction du lac et de la mer dans la région Maritime ;
- Construction de la digue sur la plateforme de Nangbéto dans la région des Plateaux ;
- Réhabilitation du ranch d'Adèle dans la région Centrale ;
- Réhabilitation du ranch de Namiélé dans la région des Savanes ;
- Le projet de développement rural dans les régions Maritime, des Plateaux et Centrale ;
- Relance de la production de la pomme de terre dans les régions des Plateaux et Centrale.

V-5 Création d'entreprises

L'Etat togolais, par souci d'améliorer le climat des affaires, a créé le Centre de Formalités des Entreprises (CFE) qui fonctionne sous forme de « Guichet Unique » pour effectuer les opérations liées à la création, à la modification et à la dissolution des entreprises. L'objectif poursuivi est d'accomplir dans un court délai, en un seul endroit et à un prix réduit, l'ensemble des formalités auxquelles les opérateurs économiques sont soumis dans le cadre de leurs activités au Togo.

Pour ce faire, le CFE a pour charge :

- d'accueillir et d'informer tout opérateur économique sur les activités du Guichet Unique ;
- de communiquer la liste des pièces à fournir selon la nature de la déclaration et de s'assurer de la recevabilité de chaque dossier ;

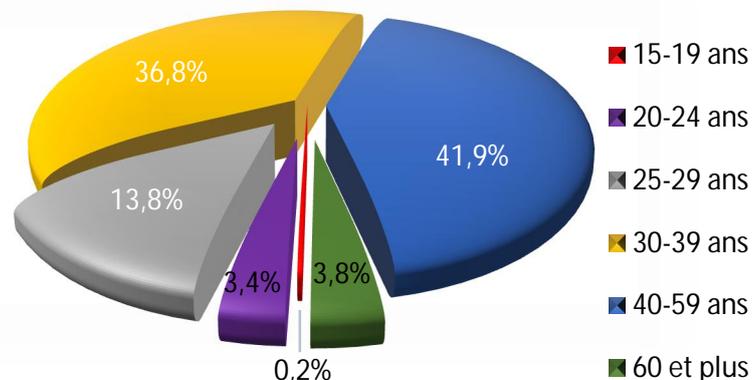
- d'assurer le traitement des demandes, en liaison avec les différentes administrations et organismes concernés ;
- de veiller au respect des délais légaux de traitement des dossiers et d'exécution des formalités requises avec les administrations et organismes concernés ;
- d'initier, de proposer et de mettre en œuvre toute action visant à améliorer son organisation et son fonctionnement à travers une analyse permanente des besoins exprimés par les opérateurs économiques.

D'après les données recueillies auprès du CFE, 2 891 entreprises dont trois (3) succursales ont été créées au cours du premier semestre de l'année 2012.

Sur l'ensemble des entreprises créées au cours de ce semestre, seules 22,2% sont dirigées par des femmes. (Voir annexe, Tableau 41).

Ces entreprises sont en grande partie créées par des promoteurs âgés de 30 à 39 ans (36,8%) et de 40 à 59 ans (41,9%). Les jeunes de 15 à 24 ans ont moins participé à la création d'entreprises (3,6%) au cours de cette période.

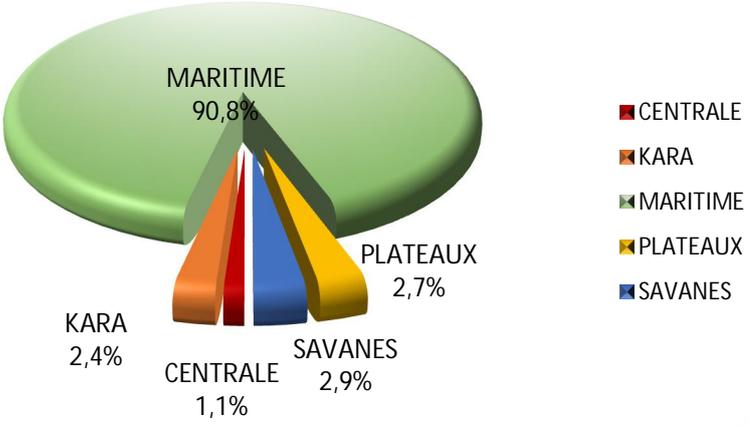
Graphique 31 : Répartition des entreprises créées selon le groupe d'âge du promoteur



Source : CFE, calculs DOE

Concernant les régions, la région Maritime (y compris Lomé commune) compte plus d'entreprises créées (90,8%) tandis que la région Centrale est celle qui en compte le moins (1,1%).

Graphique 32 : Répartition des entreprises créées au premier semestre 2012 par région

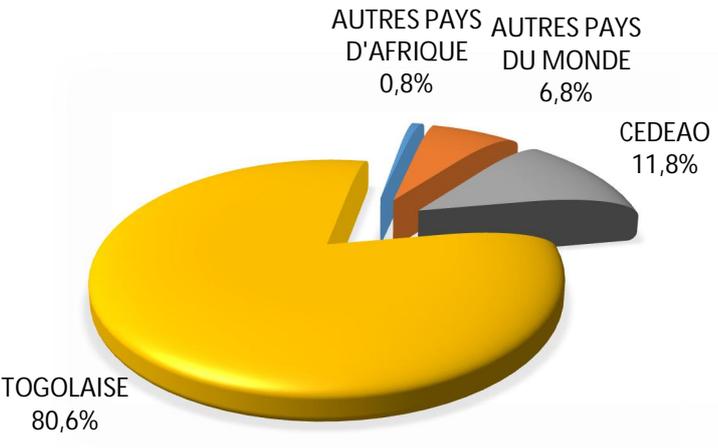


Source : CFE, calculs DOE

Concernant la forme juridique, 85,0% des nouvelles créations d’entreprises sont des structures individuelles. Les sociétés à responsabilité limitée (SARL) et les sociétés à responsabilité limitée unipersonnelle (SARLU) représentent 12,6%. (Voir annexe, Tableau 42)

Les analyses révèlent que 80,6% des promoteurs des entreprises créées au cours de ce premier semestre 2012 sont de nationalité togolaise. Les investisseurs ressortissants de la CEDEAO constituent 11,8% des promoteurs.

Graphique 33 : Répartition des entreprises créées selon la nationalité du promoteur



Source : CFE, calculs DOE

ANNEXES

Tableau 10 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon l'âge et par sexe de janvier à juin 2012

Groupe d'âge	ANPE			Bureaux de placement		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
15 à 19 ans	17	32	49	0	1	1
20 à 24 ans	288	603	891	15	71	86
25 à 29 ans	330	1038	1368	431	752	1182
30 à 39 ans	163	685	848	60	377	437
40 à 60 ans	15	166	181	4	55	59
61 et plus	0	4	4	0	0	0
Ensemble	813	2528	3341	510	1255	1765

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 11 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon le niveau d'instruction et par sexe de janvier à juin 2012

Niveau d'instruction	ANPE			Bureaux de placement		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Aucun	0	15	15	0	0	0
Primaire	29	95	124	0	2	2
Premier cycle du secondaire (Collège)	107	358	465	0	21	21
Deuxième cycle du secondaire (Lycée)	250	936	1186	62	245	307
Supérieur (inférieur Maîtrise)	326	813	1139	385	724	1109
Supérieur (Maîtrise et plus)	101	311	412	63	263	326
Ensemble	813	2528	3341	510	1255	1765

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 12 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon le statut du demandeur et par sexe de janvier à juin 2012

Statut	ANPE			Bureaux de placement		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Non occupés	764	2305	3069	176	324	500
Occupés	49	223	272	334	931	1265
Ensemble	813	2528	3341	510	1255	1765

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 13 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon l'expérience professionnelle et par sexe de janvier à juin 2012

Expérience	ANPE			Bureaux de placement		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
En quête du premier emploi	672	1947	2619	158	229	387
Ayant déjà travaillé	141	581	722	352	1026	1378
Ensemble	813	2528	3341	510	1255	1765

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 14 : Demandeurs d'emploi enregistrés selon le type d'emploi souhaité et par sexe de janvier à juin 2012

Type d'emploi	ANPE		
	Femme	Homme	Total
INDEPENDENT	0		3
SALARIE	813	2525	3338
Ensemble	813	2528	3341

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 15 : Offres d'emploi enregistrées selon la famille de métier de janvier à juin 2012

Emploi recherché (Famille de métier)	Nombre d'offres enregistrées à ANPE	Nombre d'offres enregistrées dans les Bureaux de placement
Métiers de l'agriculture, de l'hydrologie, de la pêche et de la sylviculture	14	0
Métiers du bâtiment et des travaux publics	7	1
Métiers de la production industrielle	75	0
Métiers de la maintenance et de la réparation	0	0
Métiers des transports et de la logistique	130	1
Métiers de la gestion administrative et financière	14	8
Métiers juridiques	1	0
Métiers du commerce	19	11
Métiers de la création artisanale	0	0
Métiers de boucher, de l'hôtellerie et de la restauration	3	0
Métiers de l'éducation et de l'enseignement	0	0
Métiers de la culture et de la communication	1	0
Métiers de la santé	0	1
Métiers des services aux ménages et aux personnes	19	0
Métiers des cultes	0	0
Métiers des mines	0	0
Total	283	22

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 16 : Offres d'emploi enregistrées selon la qualification socioprofessionnelle de janvier à juin 2012

Qualification	Nombre d'offres enregistrées à ANPE	Nombre d'offres enregistrées dans les Bureaux de placement
Cadre supérieur	6	9
Cadre moyen et agent de maîtrise	28	11
Ouvrier	55	0
Employé	82	2
Manœuvre et assimilé	112	0
Total	283	22

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 17 : Offres d'emploi enregistrées selon le niveau d'instruction exigé de janvier à juin 2012

Niveau d'instruction	Nombre d'offres enregistrées à ANPE	Nombre d'offres enregistrées dans les Bureaux de placement
Aucun	0	0
Alphabétisé	0	0
Primaire	22	0
Premier cycle du secondaire (Collège)	127	0
Deuxième cycle du secondaire général (Lycée)	86	0
Deuxième cycle du secondaire technique et professionnel	14	1
Supérieur 1 (niveau BTS/ DEUG/DUT/Licence)	20	11
Supérieur 2 (niveau Maîtrise et plus)	14	10
Total	283	22

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 18 : Offres d'emploi enregistrées selon la branche d'activités de l'entreprise de janvier à juin 2012

Branche d'activités	Nombre d'offres enregistrées à ANPE	Nombre d'offres enregistrées dans les Bureaux de placement
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	14	0
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	0	0
B3-Activités extractives	1	0
B4-Activités de fabrication	0	3
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	74	1
B6-Construction	7	0
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	5	10
B8-Hôtels et restaurants	4	0
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	133	1
B10-Activités financières	14	6
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	12	0
B12-Activités d'administration publique	0	0
B13-Education	0	0
B14-Santé et action sociale	0	1
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	0	0
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	19	0
B17-Activités des organisations extraterritoriales	0	0
Total	283	22

Source : ANPE, Bureaux privés de placement, calculs DOE

Tableau 19 : Répartition des candidatures enregistrées de janvier à juin 2012 selon la région et par sexe

Régions	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Lomé commune	1129	81	595	79	1805	84
Maritime	69	5	29	4	103	5
Plateaux	68	5	55	7	128	6
Centrale	43	3	22	3	68	3
Kara	70	5	43	6	118	5
Savanes	14	1	10	1	25	1
Total	1393	100	754	100	2147	100

Source :Coordination de PROVONAT, calculs DOE

Tableau 20 : Répartition des candidatures enregistrées de janvier à juin 2012 selon le groupe d'âge et par sexe

Groupes d'âge	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
15 - 19 ans	3	0	3	0	6	0,3
20 - 24 ans	182	13	116	15	311	14,5
25 - 29 ans	650	47	364	48	1061	49,4
30 - 35 ans	431	31	221	29	683	31,8
36 ans et plus	127	9	50	7	186	8,7
Total	1393	100	754	100	2147	100,0

Source :Coordination de PROVONAT, calculs DOE

Tableau 21 : Répartition des candidatures enregistrées de janvier à juin 2012 selon le niveau d'instruction et par sexe

Niveau d'instruction	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BT/BAC	540	39	350	46	890	41
DUT	42	3	10	1	52	2
BTS	228	16	164	22	392	18
Licence	207	15	104	14	311	14
Maîtrise	335	24	123	16	458	21
DEA/DESS/Ingénieur	41	3	3	0	44	2
Total	1393	100	754	100	2147	100

Source :Coordination de PROVONAT, calculs DOE

Tableau 22 : Répartition des offres de volontaires suivant la région de provenance

Régions	Effectif
Lomé commune	2693
Maritime	181
Plateaux	204
Centrale	99
Kara	332
Savanes	58
Total	3567

Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

Tableau 23 : Répartition des postes de volontaire selon le niveau d'instruction souhaité par les structures d'accueil

Niveau d'instruction	Effectif
BT/BAC	708
DUT	35
BTS	440
Licence	1229
Maîtrise	806
DEA/DESS/Ingénieur	337
Doctorat	12
Total	3567

Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

Tableau 24 : Répartition des volontaires nationaux de janvier à juin 2012 selon la région d'affectation et par sexe

Régions	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Lomé commune	300	48	149	58	449	51
Maritime	79	13	34	13	113	13
Plateaux	72	12	35	14	107	12
Centrale	36	6	15	6	51	6
Kara	88	14	12	5	100	11
Savanes	47	8	10	4	57	6
Total	622	100	255	100	877	100

Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

Tableau 25 : Répartition des volontaires nationaux de janvier à juin 2012 selon le niveau d'instruction et par sexe

Niveau d'instruction	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
BT/BAC	23	4	10	4	33	4
DUT	8	1	0	0	8	1
BTS	65	10	30	12	95	11
Licence	182	29	90	35	272	31
Maîtrise	285	46	115	45	400	46
DEA/DESS/Ingénieur	59	9	10	4	69	8
Total	622	100	255	100	877	100

Source : Coordination de PROVONAT, calculs DOE

Tableau 26 : Répartition des candidatures enregistrées au programme AIDE selon le sexe

Sexe	Effectif
Homme	10 321
Femme	3 094
Total	13415

Source : ANPE, calculs DOE

Tableau 27 : Répartition des candidats au programme AIDE selon l'âge

TRANCHES D'ÂGE	EFFECTIFS	PROPORTION
MOINS DE 18 ANS	6	0,04
18 à 35 ANS	12770	95,26
PLUS DE 35 ANS	629	4,68
TOTAL	13415	100,00

Source : ANPE, calculs DOE

Tableau 28 : Répartition de candidats déployés selon le secteur d'activité par sexe

Secteur d'activités	Femmes		Hommes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Ensemble	%
Banque, Assurance, Microfinance	73	26	105	13	178	17
BTP	0	0	12	2	12	1
Commerce	5	2	31	4	36	3
Eau, Electricité, Gaz	2	1	22	3	24	2
Environnement & Social	13	5	47	6	60	6
Hôtel, Restaurant, Transport	20	7	17	2	37	3
Industrie & Production	22	8	112	14	134	13
Médias, Poste, Télécommunication, TIC	43	15	99	13	142	13
Mines	25	9	232	30	257	24
Professions Libérales, Services	45	16	69	9	114	11
Santé (Cliniques et Pharmacies)	26	9	34	4	60	6
Total	282	100	785	100	1067	100

Source : ANPE, calculs DOE

Tableau 29 : Répartition de candidats déployés selon le niveau d'instruction et par sexe

Niveau d'instruction	Femmes		Hommes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Bac	58	21	235	30	293	27
Bac + 2	14	5	20	3	34	3
Bac + 5	12	4	31	4	43	4
Formation professionnelle secondaire	22	8	175	22	197	18
Formation professionnelle supérieure	99	35	164	21	263	25
Licence /Bac+ 3	41	15	74	9	115	11
maîtrise	36	13	86	11	122	11
Total	282	100	785	100	1067	100

Source : ANPE, calculs DOE

Tableau 30 : Répartition des adultes alphabétisés selon le sexe et par région en 2009,2010 et 2011

Régions	Effectif cumul de 2009,2010 et 2011		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Lomé commune	6	78	84
Maritime	189	708	897
Plateaux	1 792	8 126	9 918
Centrale	567	1 092	1 659
Kara	470	2 828	3 298
Savanes	779	1 945	2 724
Total	3 803	14 777	18 580

Source : MEPSA, calculs DOE

Tableau 31 : Répartition des salariés formés selon le secteur institutionnel au cours des 4 semaines précédentes par sexe

Secteurs	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Public	0	0	0	0	0	0
Parapublic	28	15	11	21	39	16
Privé	158	85	41	79	199	84
Total	186	100	52	100	238	100

Source : FNAFPP, calculs DOE

Tableau 32 : Elèves inscrits dans l'enseignement technique et professionnel pour l'année scolaire 2011-2012

Régions	Homme	Femme	Ensemble
Lomé commune			22 858
Maritime			1 672
Plateaux			3 413
Centrale	3 516	1 109	4 625
Kara	2 066	1 414	3 480
Savanes	774	449	1 223
Ensemble			37 271

Source : METFP, calculs DOE

Tableau 33 : Etudiants inscrits par département à l'Université de Lomé en 2011

Etablissements	Hommes	Femmes	Ensemble
Centre Informatique et de Calcul	120	2	122
Ecole des Assistants Médicaux	480	211	691
Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs	337	7	344
Ecole Supérieure d'Agronomie	606	41	647
Ecole Supérieure de Secrétariat de Direction	35	224	259
Ecole Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaires	446	151	597
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion	8 273	2 291	10 564
Faculté De Droit	3 821	1 641	5 462
Faculté Des Sciences	4 509	678	5 187
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines	12 998	5 139	18 137
Faculté Mixte de Médecine et de Pharmacie	845	217	1 062
Institut National des Sciences de l'Education	348	168	516
Institut Supérieur de l'Information, de la Communication et de l'Audiovisuelle	104	167	271
Institut Universitaire Technologique de Gestion	127	63	190
Total	33 049	11 000	44 049

Source : Université de Lomé, calculs DOE

Tableau 34 : Professeurs enseignants de l'Université de Lomé par grade académique

Grade académique	Hommes	Femmes	Ensemble
Assistants non docteur/Chargé de cours/ATER	79	13	92
Docteur/Assistant	101	13	114
Maitre-Assistant	136	20	156
Maître de conférences	55	5	60
Maitre de conférences agrégés	21	1	22
Professeurs titulaires	56	4	60
Total	448	56	504

Source : Université de Lomé, calculs DOE

Tableau 35 : Nombre de contrats de travail d'expatriés visés de janvier à juin 2012 selon la zone de provenance

Provenance	Nombre de contrats visés
Pays CEDEAO	30
Autres pays d'Afrique	3
Amérique	0
Asie	9
Europe	9
Océanie	0
Total	51

Source : Direction du travail, calculs DOE

Tableau 36: Nombre d'inspecteurs du travail, de médecins du travail enregistrés à la date du 30 juin 2012 selon la région

Régions	Nombre d'inspecteurs de travail par sexe à la date du 30 juin 2012			Nombre de médecins du travail par sexe à la date du 30 juin 2012		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Lomé commune	13	7	20	2	0	2
Maritime	6	3	9	0	0	0
Plateaux	9	2	11	0	0	0
Centrale	6	0	6	0	0	0
Kara	8	0	8	0	0	0
Savanes	5	0	5	0	0	0
Total	47	12	59	2	0	2

Source : Direction du travail, calculs DOE

Tableau 37 : Répartition des entreprises affiliées au patronat selon le sexe du chef d'entreprise

Chef	Nombre d'entreprises
Masculin	257
Féminin	43
Total	300

Source : Les patronats, calculs DOE

Tableau 38 : Répartition des entreprises affiliées au patronat selon la forme juridique

Forme juridique	Nombre
SARL/SARLU	193
SA/SAU	73
Etablissement	10
Entreprise individuelle	24
Total	300

Source : Les patronats, calculs DOE

Tableau 39 : Répartition des entreprises affiliées au patronat par branche d'activité

Branches	Nombre d'entreprises
Agriculture,sylviculture, pêche	5
Activités extractives	2
Activités de fabrication	53
Production et distribution d'électricité et de gaz	4
Production et distribution d'eau,assainissement, traitement de déchets et depollution	0
Construction	0
Commerce	28
Transport et entreposage	87
Hébergement et restauration	4
Information et communication	5
Activités financières et d'assurance	12
Activités immobilières	14
Activités spécialisées, scientifique et technique	31
Activités de service de soutien et de bureau	0
Activités d'administration publique	0
Enseignement	0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1
Activités artistiques,sportive et récréatives	4
Autres activités de services nca	33
Activités spéciales des ménages	0
Activités des organisations extra territoriales	0
Total	283

Source : Les patronats, calculs DOE

Tableau 40 : Les produits de première nécessité et leurs prix moyens de janvier à juin 2012

Désignation des produits	Unités	Prix moyen mensuel						Prix Moyen semestriel
		janv-12	févr-12	mars-12	avr-12	mai-12	juin-12	
Mais en grains crus	Kg	213	212	206	223	228	225	218
Mil	Kg	291	279	286	282	316	315	295
Riz importé en vrac	Kg	480	481	486	487	488	448	478
Viande de bœuf fraîche avec os	Kg	2000	2000	2000	2000	2000	2054	2009
Akpala congelé(Chinchard)	Kg	1334	1388	1245	1284	1246	1225	1287
Akpala fumé(Chinchard)	Kg	2148	2013	2152	2019	1959	1910	2034
Huile rouge de palme(Zomi)	L	817	821	833	817	825	825	823
Huile végétale locale industrielle	L	838	825	833	833	850	833	835
Tomate fraîche locale(Aklikonvi)	Kg	461	348	427	505	1014	851	601
Tubercule d'igname de fufu	Kg	265	257	252	311	320	385	298
Gari	Kg	304	276	301	281	315	321	300
Haricot blanc	Kg	444	463	485	508	573	746	537
Haricot rouge	Kg	386	418	452	480	531	572	473
Charbon de bois	Kg	128	140	133	128	116	122	128
Essence super sans plomb	L	595	595	595	595	595	595	595
Gasoil	L	629	629	629	629	629	629	629
Gaz butane petite bouteille	6Kg	1852	1852	1852	1852	1852	1852	1852
Gaz butane grande bouteille	12,5Kg	3859	3859	3859	3859	3859	3859	3859

Source : DGSCN

Tableau 41 : Répartition des entreprises créées selon le sexe du promoteur et par personnalité de l'entreprise

SEXE	PERSONNE MORALE	PERSONNE PHYSIQUE	TOTAL	%
FEMININ	52	590	642	22,2
MASCULIN	376	1873	2249	78,8
TOTAL	428	2463	2891	100

Source : CFE, calculs DOE

Tableau 42 : Répartition des entreprises créées selon la forme juridique et par région de résidence du siège de l'entreprise

FORME JURIDIQUE	CENTRALE	KARA	MARITIME	PLATEAUX	SAVANES	TOTAL	%
AUTRE FORME JURIDIQUE	0	0	7	0	0	7	0,2
ENTREPRISE INDIVIDUELLE	30	65	2205	75	83	2458	85,0
GIE	0	0	3	0	0	3	0,1
S.A/SAU	0	0	58	0	0	58	2,0
SARL/SARL U	3	3	353	4	2	365	12,6
TOTAL	33	68	2626	79	85	2891	100,0

Source : CFE, calculs DOE

Tableau 43 : Répartition des entreprises créées selon la nationalité du promoteur et par forme juridique

NATIONALITE DU PROMOTEUR	AUTRE FORME JURIDIQUE	ENTREPRISE INDIVIDUELLE	GIE	S.A/SAU	SARL/SARLU	TOTAL	%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	0	12	0	0	8	22	0,8
AUTRES PAYS DU MONDE	4	131	1	11	51	198	6,8
CEDEAO	1	301	0	8	32	342	11,8
TOGOLAISE	2	2014	2	37	274	2329	80,6
TOTAL	7	2458	3	56	226	2891	100,0

Source : CFE, calculs DOE

Tableau 44 : Répartition des entreprises créées selon le groupe d'âge du promoteur

GRUPE D'AGE	Effectif
15-19 ans	7
20-24 ans	99
25-29 ans	399
30-39 ans	1065
40-59 ans	1212
60 et plus	109
TOTAL	2891

Source : CFE, calculs DOE

www.anpetogo.org

Tél : 22 20 97 58
22 21 15 12

